

# solidaire

★ Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique - PTB    Rédaction : Bd. M. Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles ☎ 02/513.66.26  
N°46 (815) 25 novembre 1992, 21 année, 30 fr. ● Dépôt Bruxelles X ★

Objectif 479.917 dépasse déjà largement le demi-million!

## VICTOIRE!



Photo B.D.D. - Het Nieuwsblad

*454.735 signatures de la pétition d'Objectif 479.917 avaient été comptabilisées par un huissier anversois, mercredi passé. Ce week-end, sont venues s'ajouter plus de 53.000 signatures.*

*Et chaque jour, cinq mille signatures arrivent par la poste.*

*L'unité et l'enthousiasme de plus de dix mille collecteurs, communistes, chrétiens, socialistes, écologistes ou tout simplement démocrates, ont permis cette victoire importante pour l'antiracisme et l'antifascisme dans notre pays.*

### ANTIFASCISME

- Citoyenneté ou nationalité? .....5
- Les néo-nazis en marche .....6
- Un an de violences racistes .....11
- Médiamentonges racistes au Laatste Nieuws .....14
- Syndicats face au Vlaams Blok .....20

### ECOTAXES

**Une critique de gauche**

3

### CLABECQ

**Pas au bout du rouleau!**

4

Envoyez vos lettres à Solidaire, Rd. M. Lemonnier 171 bis.10, 1000 Bruxelles. La rédaction se réserve le droit d'abréger les lettres.

## IKEA ET MAKRO CHASSENT LES ANTIRACISTES

Novembre 1992. Des collecteurs de la campagne de pétition Objectif 479.917, contre le fascisme et le racisme, ont été chassés à plusieurs reprises. La direction d'Ikea (Wilrijk) et de Makro (Deurne) ainsi que les responsables du marché de Berghout étaient intraitables: nous devions partir ou ils allaient nous faire arrêter. Tout cela parce que nous étions en train de collecter des signatures contre le racisme et le fascisme. Selon eux, nous agissons leur clientèle et nous faisons de la propagande politique. A la suite de cela, nous nous interrogeons: vivons-nous encore en démocratie? Avons-nous encore le droit à la libre expression? Et depuis quand les racistes et les membres du Vlaams Blok l'emportent-ils sur les antiracistes? Ces affaires sont très révélatrices du climat dans lequel nous vivons. C'est pourquoi nous devons continuer de lutter contre le racisme et le fascisme. Nous devons développer une société dans laquelle tout le monde peut vivre, sans racisme et sans fascisme.

COLLECTEURS D'OBJECTIF 479.917, DEURNE

## LES LESBIENNES SOUTIENNENT OBJECTIF

Voulez-vous publier la lettre suivante dans Solidaire? En tant que groupe de lesbiennes, nous soutenons Objectif 479.917 et nous vous envoyons 237 signatures. Début octobre, nous nous sommes fixées pour objectif de récolter ensemble une centaine de signatures. Ce n'est peut-être pas tellement, mais

beaucoup d'entre nous avaient déjà travaillé précédemment avec Objectif. Nous avons fait cet effort supplémentaire parce que nous sommes convaincues qu'il est important qu'en tant que lesbiennes, nous nous engageons d'une manière active dans la lutte antifasciste. Nous connaissons le programme familial et social de l'extrême droite et plus précisément du Vlaams Blok. Les femmes sont réduites à une position de citoyens de second rang qui pourront remplir à plein la fonction de «reproduction». Et nous, homosexuel(le)s, nous sommes la «vermine perverse» qui risque d'être la prochaine cible, après les immigrés. Nous devons faire connaître notre histoire sous le national-socialisme. Nous voulons être présentes, de manière bien visible, dans la lutte antifasciste et nous unir à tous les autres antifascistes. Ce n'est que de cette manière qu'on parlera également de la menace qui pèse sur les homos et les lesbiennes. Nous comptons aussi sur tous les antifascistes pour faire connaître et pour défendre notre position en tant qu'homosexuels. En ce moment, nous nous associons à la campagne Objectif 479.917 parce qu'elle sensibilise un demi-million de gens, de manière très concrète, à la menace que représente l'extrême droite et à l'alternative des droits politiques et sociaux égaux.

En tant que lesbiennes, nous assumons la tâche d'apporter, dans nos milieux, la réponse rose à la menace brune et noire. Avec nos salutations antifascistes combattives.

NOM ET ADRESSE CONNUS

## DÉMOCRATIE À L'ALLEMANDE

L'Allemagne ce n'est pas seulement les attentats fascistes et les meurtres contre les réfugiés. Ce n'est pas seulement la ter-

reur d'Etat contre Honecker. L'Allemagne c'est aussi la chasse aux démocrates et aux progressistes.

Récemment, le journal réactionnaire à sensation a sorti un récit sur l'écrivain allemand Günther Wallraff. L'auteur de l'article affirme que Wallraff aurait travaillé pour la Stasi, la Sécurité de l'ex-RDA. Ainsi, Bild relance avec une force renouvelée l'ancienne campagne de dénigrement contre l'écrivain progressiste. Déjà en 1977 (Bild, 23 juillet 1977), le journal accusait Günther Wallraff d'être un crypto-communiste. Par cette accusation Bild réagissait à la publication de deux livres de Wallraff.

Le premier ouvrage, *Rédacteur chez Bild*, décrit les mécanismes internes de manipulation et de falsification des informations qui prévalent chez Bild. Dans son deuxième ouvrage, *Tête de Turc*, Wallraff raconte ce qu'il a vécu sous le déguisement d'un ouvrier turc en Allemagne. Il explique comment on l'a traité en tant qu'ouvrier turc dans la construction, comme cobaye dans un laboratoire pharmaceutique, dans les haut-fourneaux de Thyssen, chez McDonalds, dans une ferme, comme chauffeur d'un négrier et comme musicien dans les rues. Il avait également provoqué quelques petits accrochages dans la circulation avec des dégâts de carrosserie, pour voir comment on traite un immigré lorsqu'il commet une infraction. Dans un autre livre, Wallraff décrit la terreur de l'Etat qui s'est abattue sur lui en tant qu'écrivain. Violation de la vie privée, interception de son courrier, mise sur écoute de son téléphone, perquisitions à son domicile, interrogatoires, procès, tentative de chantage, attentats terroristes, l'Etat allemand a tout mis en œuvre pour briser le travail de Günther Wallraff.

La presse a collaboré à la stratégie de la police politique, des services secrets, de la sûreté nationale en vue de saboter le travail de Wallraff. Les journaux allemands, Bild en tête, ont inventé les histoires les plus saugrenues. On l'accusait d'être l'ami de terroristes, un crypto-communiste, un espion de la RDA, etc. Par un amas de preuves fabriquées de toutes pièces et de mensonges, ils ont ouvert la chasse contre cet homme qui avait le courage d'écrire contre le racisme, la discrimination, l'exploitation, les conditions de travail exécrables, contre le capitalisme et le fascisme. L'Anschluss de l'Allemagne de l'Est et la chute du Mur ont donné lieu à des cris de liberté et de démocratie. La campagne renouvelée de Bild Zeitung contre Wallraff montre, à peine deux années plus tard, que cette démocratie est celle de la droite et de l'extrême droite et que cette liberté c'est celle d'étouffer toute voix critique.

NOM ET ADRESSE CONNUS

## CÔTE D'IVOIRE

Pendant nos vacances en Côte d'Ivoire, cette année, nous avons pris contact avec des enseignants de plusieurs écoles moyennes. Notre objectif est de les soutenir dans leur travail. Nous avons beaucoup appris sur la société en Afrique. La rencontre avec le continent africain, nettement appauvri par les influences occidentales, nous a incités à agir pour le tiers monde. En premier lieu, nous trouvons qu'il est important que chaque habitant d'Afrique prenne conscience de sa situation. Il pourra alors décider lui-même de ce qu'il faut changer pour améliorer sa situation. Pour cela, les gens ont besoin d'information. A cause des énormes dettes de la plupart des pays africains envers le FMI et la Banque mondiale notam-

ment, ils sont contraints de payer d'abord cette dette (ce qu'ils ne sont jamais en mesure de faire) avant de pouvoir consacrer de l'argent à l'enseignement, par exemple. Naturellement, cette situation profite aux dirigeants de ces pays. Aussi longtemps que la majorité de la population ne prend pas conscience de sa position de subordination, l'élite riche pourra rester au pouvoir. Ce n'est pas par hasard que l'opposition, en Afrique, prend toujours naissance dans les milieux étudiants. Ce n'est pas par hasard que les universités sont la cible d'actes de terreur (Lumumbashi, Zaïre) ou qu'elles sont fermées (l'université d'Abidjan en Côte d'Ivoire n'a été ouverte que trois mois l'an passé). L'enseignement est la clé du développement, c'est certain. C'est pourquoi nous choisissons de le soutenir. Nous espérons que beaucoup de gens nous suivront dans cette voie. Notre objectif est de faire parvenir à nos contacts de l'information valable et du matériel de travail. Nous recherchons:

- de bons livres scolaires en français pour élèves d'humanité (des matières comme les mathématiques, la biologie, la chimie sont les mêmes qu'ici; l'enseignement de la langue est aussi important)
  - des articles d'information (notamment extraits de magazines pour jeunes)
  - des périodiques (ex.: le Monde Diplomatique)
  - des personnes-contacts ici, étudiants en humanité
  - un soutien logistique (pour copies, envois, etc.)
  - des fonds pour pouvoir acheter du matériel.
- Tous ceux qui veulent nous aider veulent-ils nous contacter?

IYO JANSSEN,  
MIEKE VANBELLE,  
HONDURASSTRAAT 12/3  
2030A P/IN  
03/542.62.87

## SANTÉ: FORMATION ORIGINALE

Extraits du programme:  
«L'industrie pharmaceutique» par Jo Cottenier (économiste du PTB et auteur du livre «Le Temps travaille pour nous»)  
«L'expérience du Bangladesh en matière de politique des médicaments essentiels» par le Dr. Zafrullah Chowdhury (Bangladesh)  
«La stratégie publicitaire de l'industrie pharmaceutique» par Patrick Jadoulle (Nord Sud Solidarité Santé)  
«Immigration: discriminations sociales au niveau de la santé» par Anne Morelli (professeur de sociologie à l'ULB) et Manco Altay (psychologue à l'université de Liège)  
Il y aura également des conférences sur les soins de santé en Palestine, sur les Philippines, sur Norman Béthune et sur les grèves dans le secteur des soins.

28-29 novembre 1992 au Centre «Destelheide» à Dworp (Brabant flamand) Informations et inscriptions: Médecine pour le tiers monde rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles tcl: 02/513.74.06. fax: 02/513.98.31.

**Economie chinoise: vers le capitalisme ou vers un socialisme à la chinoise?**  
Conférence par Frank Willems, ingénieur civil MBA Samedi 28 novembre, 14h30, 13 rue du méridien, Bruxelles

## PARTI du TRAVAIL de BELGIQUE

Le Parti du Travail de Belgique est: un parti d'action des ouvriers et des autres travailleurs pour le socialisme. Un parti qui se met entièrement au service de la lutte menée par les travailleurs contre le capitalisme. Un parti qui cherche une voie autonome vers la révolution socialiste en Belgique.

Le congrès de fondation du PTB s'est tenu en 1979. Mais, nous travaillons déjà depuis 1970 sous le nom de TPO-AMADA. Dans cette organisation, se sont réunis des intellectuels qui avaient participé aux luttes de 1968, des communistes qui avaient quitté le Parti «Communiste» de Belgique, des membres de différentes organisations révolutionnaires, des militants de la FGTB et de la CSC. Nous constituons un parti national qui réunit des travailleurs de Wallonie, de Bruxelles, de Flandre et des travailleurs immigrés.

### Contre qui le PTB se bat-il?

Le PTB lutte contre le grand capital: contre les banques, les holdings, les grandes entreprises, les multinationales. Les moyens de production sont leur propriété privée et c'est pourquoi l'ensemble de la production et de la société est régi selon leur seul profit. Ils sont la cause de l'exploitation et de la misère, de la réduction de la démocratie et de la répression, de la régression sociale pour les classes travailleuses. Le PTB dirige sa lutte contre l'appareil d'Etat actuel qui est l'instrument par lequel le grand capital maintient son pouvoir. L'Etat actuel n'est pas neutre. Il est conçu pour et par les patrons. Chaque année, il transfère aux capitalistes des milliards puisés dans les poches des contribuables. La gendarmerie est la milice privée du patronat.

### Que veut le PTB?

Le PTB veut l'expropriation sans indemnisation des grands capitalistes. Leurs moyens de production doivent devenir la propriété collective de tous les travailleurs. L'économie doit être organisée selon une planification nationale et les besoins de la population. Le PTB veut la destruction de l'appareil d'Etat actuel, la constitution d'un Etat socialiste basé sur l'autogestion des travailleurs; un Etat dans lequel les fonctionnaires supérieurs seront élus et contrôlés par le peuple et dont les activités seront entièrement publiques. Le PTB veut une armée socialiste et une milice socialiste formées d'ouvriers et d'autres travailleurs, liées au peuple et contrôlées par le peuple. En Belgique, le chemin vers le socialisme devra encore traverser un long processus. Le PTB se prononce pour l'unité d'action sur des points concrets avec tous les partis et toutes les organisations d'ouvriers et de travailleurs.

### Le tiers monde

Les puissances impérialistes ont amassé une grande partie de leurs richesses en exploitant et en pillant le tiers monde. Après un recul marqué entre 1975 et 1981, suite à leurs défaites au Vietnam, Kampuchéa et Laos, en Iran, en Ethiopie, au Nicaragua, les Etats-Unis, sous Reagan, ont tout mis en œuvre pour

reconquérir le terrain perdu. Dans le cadre de l'OTAN notamment, ils entraînent les pays européens dans leur politique d'affrontement ouvert avec le tiers monde (Libye, Zaïre, Iran, Nicaragua). Le PTB soutient le mouvement révolutionnaire du tiers monde qui se bat pour l'indépendance et la démocratie populaire. Les coups qu'ils portent à l'impérialisme affaiblissent «nos» capitalistes et nous aident à préparer le renversement du système d'exploitation chez nous. Les ouvriers du monde entier ne forment qu'une seule classe et doivent être solidaires entre eux.

### Impérialisme signifie guerre

La concurrence entre les trois blocs impérialistes, les Etats-Unis, le Japon et la CEE augmente. L'Europe est de plus en plus sous contrôle de l'Allemagne unifiée qui rêve d'un quatrième Reich: elle est déjà la force dominante de la CEE, elle étend son contrôle sur l'Europe de l'Est et elle gagne du terrain en Union Soviétique.

Les trois blocs impérialistes s'unissent dans une politique commune de pillage et d'oppression des peuples du tiers monde. Le danger de guerres impérialistes d'intervention dans le tiers monde s'accroît comme s'accroît le danger d'interventions européennes, surtout à l'Est, non au renforcement de l'impérialisme européen, non à l'Europe allemande.

### L'expérience historique du socialisme

Le PTB mène son combat en s'inspirant de l'expérience historique du mouvement communiste international. La révolution d'Octobre en Russie, dirigée par Lénine, puis la construction du socialisme dans un seul pays, sous la direction du parti bolchevique et de Staline, ont fait prendre une nouvelle orientation au cours de l'histoire. La révolution chinoise en 1949 a ouvert la voie du développement socialiste dans le tiers monde.

### Le Grand Débat

Depuis 1956, Krouchtchev a développé une ligne opportuniste en URSS, attaqués sans principe contre Staline, plans fantaisistes sans fondement scientifique, «voie pacifique» vers le socialisme. Sous Brejnev, une politique hégémonique a été mise en œuvre: course aux armements avec les Etats-Unis, politique de la «parité nucléaire», agressions contre la Tchécoslovaquie, le Kampuchéa, l'Afghanistan, ingérences dans les affaires d'autres pays. Gorbatchev a critiqué un grand nombre de phénomènes négatifs de la période Brejnev, mais sa politique de glasnost vise à donner la parole à la droite et l'ultra droite (Soljenitsine), ses slogans sur la «liberté» profitent aux nouveaux capitalistes de l'économie informelle, sa perestroïka signifie le démantèlement de ce qui restait encore comme acquis socialiste et l'introduction de l'économie du libre marché» inspirée par le modèle occidental.

### Le mouvement communiste

Le PTB se prononce pour l'unité du mouvement communiste international sur la base du marxisme-léninisme, de la solidarité mutuelle, de l'indépendance, de l'autonomie de chaque parti. Le PTB est solidaire des pays qui cherchent leur voie propre pour construire un socialisme authentique. Nous étudions leurs expériences positives et nous apportons des critiques d'une manière fraternelle, sur tout ce qui nous semble faux.

### PARTI DU TRAVAIL DE BELGIQUE

Secrétariat national  
Bd Lemonnier 171, boîte 2  
1000 Bruxelles  
tél.: 02/513.77.60  
fax.: 02/513.96.31  
Fonds de soutien:  
001-1151486-75  
PTB-Bruxelles

## Solidaire

Redaction et administration:  
Bd M. Lemonnier 171 boîte 10, 1000 Bruxelles.  
02/513.66.26 Fax: 02/513.98.31

### REDACTION:

Rédacteur en chef: Kris Merckx  
Rédacteur en chef adjoint: Georges Moreau  
Secrétaire de rédaction: Peter Franssen  
Rédacteurs et collaborateurs: Michel Colton, Jo Cottenier, Johnny Coopmans, Boudewijn Deckers, Harne Dewitte, Riet Dhont, Maggy Doumen, Ward Geens, Thomas Gounet, Kris Hertogen, An Lenaerts, Herwig Larouge, Ludo Martens, Lucien Malmere, Jean Michaux, Michel Mommerency, Dominique Moulin, Dirk Ramboer, Tino Delabie, Mia Van Damme, Jos Vander Velpen.  
Mise en page et réalisation technique: Lucie Dumont, Paul Lever

### TARIFS D'ABONNEMENTS

	1 an	6 mois	3 mois
Abonnement normal en Belgique	1.200 fr.	650 fr.	325 fr.
Tarif spécial pour étudiants, chômeurs, jeunes (18 ans) (*)	950 fr.	500 fr.	250 fr.
Abonnement de soutien en Belgique	2000 fr.	1000 fr.	500 fr.
Abonnement Europe	1450 fr.	750 fr.	400 fr.
Abonnement en dehors de l'Europe	2150 fr.	1100 fr.	600 fr.
Supplément pour envoi sous enveloppe	200 fr.	100 fr.	50 fr.

(\*) Toujours ajouter une copie de la carte d'étudiant, carte de chômage ou carte d'identité.

### Suppléments périodiques de Solidaire:

Solidaire-Congo Kinshasa: 450 fr. Europe: 450 fr. en dehors de l'Europe: 650 fr. (15 numéros mensuels)

### Solidaire-Promotion:

Bd M. Lemonnier 171 boîte 10, 1000 Bruxelles  
02/513.66.26. Compte en banque: 001-072897-21

### Editeur responsable:

Marie-Rose Elgus, Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles

**Le réformisme vert élimine quelques aspérités sur les bords de la décharge**

## L'écotaxe: une critique de gauche

Dans la nuit du lundi 16 novembre, les quatre partis gouvernementaux, la Volksunie, Ecolo et Agalev sont parvenus à un accord sur la manière d'introduire l'écotaxe. Cet impôt sera perçu sur les matières premières, les combustibles, les produits mi-finis et les produits finis nuisibles à l'environnement. «*Nous a-t-on respectueusement pris dans le piège de l'environnement, ou s'agit-il d'un premier pas vers une diminution de la pollution et vers une production plus propre?*» se demande Agalev (1). C'est la question que nous posons également.

Afin d'éviter tout malentendu, précisons d'emblée que la critique que nous développons ci-dessous n'a aucun rapport avec l'agitation de droite et d'extrême droite menée par les entreprises, par les libéraux et le Vlaams Blok (qui parle de la «*taxe-Agalev*»). La FEB, Colruyt, l'Institut belge de l'emballage et des fédérations industrielles en tout genre s'unissent dans un concert de lamentations (2).

### Critique FEB: non, merci

En négligeant les implications sociales négatives de l'écotaxe, Ecolo et Agalev ont prêté le flanc à ces critiques. Mais les critiques patronales ne traduisent nullement un quelconque souci pour le consommateur. La majorité des patrons veut continuer à produire des emballages à jeter, parce que cela leur permet de réaliser d'énormes bénéfices. A propos des «*arguments écologiques*» invoqués par le patronat, Mieke Vogels observe à juste titre: «*Le comble du ridicule est atteint lorsque la FEB exprime son inquiétude à propos de la pollution atmosphérique provoquée par l'accroissement des transports par route (accroissement dû aux transports de bouteilles vides, ndr). Qui était donc le plus grand partisan d'un espace économique européen sans limites? La FEB ne sait-elle donc pas qu'actuellement des pommes belges sont «camionnées» en Espagne, alors que d'autres pommes effectuent le trajet inverse?*» (3).

Notre critique à l'écotaxe part d'un tout autre point de vue que celui de la FEB et de la droite.

### Déchets ménagers: un huitième des déchets industriels

Dans une première phase, les verts veulent écotaxer les emballages jetables des boissons, «*parce que ces emballages constituent momentanément une part très importante des déchets et que la disparition de ce genre d'emballages des poubelles profiterait considérablement à l'environnement*» (4). Ecolo et

Agalev soulignent que les emballages jetables représentent 50% du volume des déchets ménagers. C'est en effet un problème important: en Flandre seulement, les emballages de boissons déversés dans les décharges représentent 150.000 tonnes par an. Mais... il faut signaler que les déchets ménagers (1,5 millions de tonnes par an) ne constituent qu'un huitième des déchets industriels (11,8 millions/an) (5). En outre, une partie de ces derniers sont dangereux et toxiques. S'il s'agit de s'attaquer au problème des déchets, c'est par là qu'il faut donc commencer! Les écotaxes décidées aujourd'hui n'en font rien, ils n'éliminent que quelques aspérités sur les bords. C'est encore plus clair, lorsqu'on considère le problème au niveau mondial.

### Moins de déchets chez nous, davantage dans le tiers monde et en Europe de l'Est

Les écologistes obtiendront ici (peut-être) un petit succès dans la lutte contre l'amas de déchets, qui, au niveau mondial, ne cesse de s'aggraver. Chez nous, les écologistes obligent les multinationales - par l'entremise des consommateurs - à adapter certains modes de production. Mais entre-temps, ces mêmes multinationales continuent en toute tranquillité à déverser dans le tiers monde les produits toxiques produits chez nous. Récemment, il a même été révélé qu'elles n'hésitent pas à profiter du chaos régnant dans un pays comme la Somalie. Via une société suisse, elles ont conclu un contrat pour déverser des produits extrêmement toxiques dans ce pays ravagé! Les pays de l'Est feront, eux aussi, les frais de nos écotaxes. Tetra Pak, l'un des trois grands producteurs européens d'emballages de boissons, a vu sa part de marché en Allemagne de l'Ouest se rétrécir considérablement suite à la nouvelle législation allemande qui oblige les producteurs à récolter leurs emballages (6). Aujourd'hui, la société se jette sur le marché (encore vierge) de l'Est. En septembre dernier, Tetra Pak a ouvert près de Budapest la pre-

mière usine d'emballages de la région. L'entreprise a même obtenu une franchise d'impôts pour cinq ans! Avec le cynisme propre aux multinationales, l'entreprise vante même, en Hongrie, les qualités écologiques de son produit...

### L'écocapitalisme de Clinton

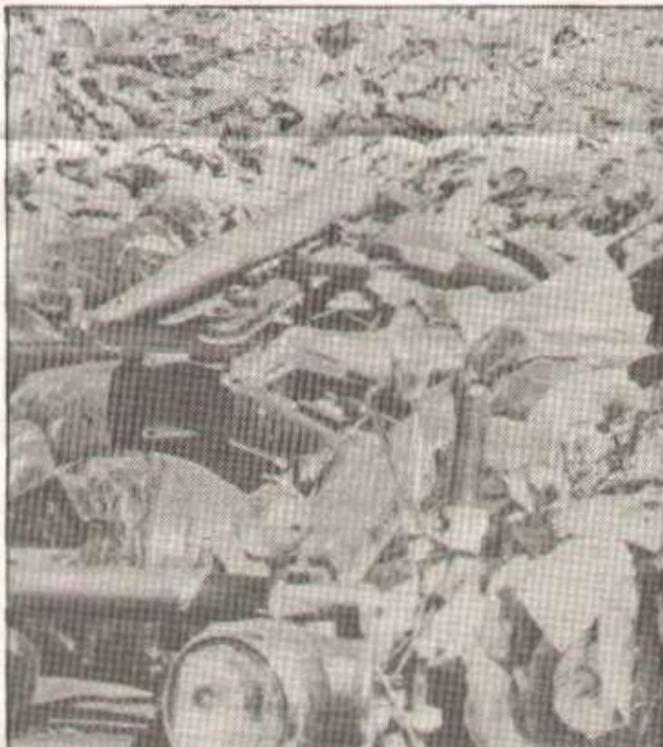
Comme tous les réformistes, Ecolo et Agalev affirment à présent qu'on ne peut influencer les modes de production et de consommation que d'une manière indirecte, notamment par le biais de pressions sur les consommateurs. En réalité, ce n'est que dans le socialisme, où les grands moyens de production sont la propriété collective, que la production et la consommation peuvent être réorientées fondamentalement dans le sens social et écologique (voir encadré p. 7). Mais c'est une perspective que la plupart des politiciens verts ont abandonnée. Ils se sont résignés devant la toute-puissance des multinationales et des banques. Ils ont réduit leur univers aux corrections écologiques d'un système économique dont le fondement et le moteur restent la course aux bénéfices. Cela s'appelle l'écocapitalisme. Paul Staes, parlementaire européen Agalev, traduit cet écocapitalisme dans une formule particulièrement révélatrice: «*Les actionnaires de la société Tessenderlo Chimie s'en foutent pas mal de ce que l'entreprise produit, à condition qu'ils touchent leurs dividendes et qu'ils fassent des bénéfices. La meilleure issue est donc de réorganiser, de préférence au niveau international, la société de telle manière que les entreprises puissent continuer à réaliser des bénéfices en produisant des produits qui bénéficient*

*à la société, au lieu de la détruire*» (7). Jos Geysels admet aussi que l'écotaxe s'inscrit dans cette logique: «*Mais ce sont les entreprises et la FEB qui ont avancé l'idée des écotaxes comme moyen de développer une politique écologique en conformité avec les lois du marché*» (8). D'ailleurs, l'industrie, l'éco-industrie en première instance, mais également d'autres branches de l'industrie, avaient déjà compris depuis longtemps que la production écologique et l'assainissement de l'environnement peut devenir une importante source de bénéfices. Bill Clinton, le nouveau président des Etats-Unis, traduit la même idée lorsqu'il déclare: «*La puissance économique dépendra toujours plus des bonnes prestations sur le plan de l'environnement*» (9). Mais toutes ces adaptations écocapitalistes ne changent rien à la donnée essentielle que le capitalisme détruit l'homme et l'environnement au niveau mondial.

### Interdire les produits nocifs!

Mais même à court terme, les écotaxes ne servent pas à grand chose. La manière la plus simple pour éliminer des productions ou des comportements nuisibles à l'environnement est de développer une législation qui interdit et punit ces productions et ces comportements. Des alternatives aux emballages jetables existent et le problème a été signalé depuis longtemps. Il suffit à l'industrie d'adapter sa production. Mais au lieu d'interdire les produits nuisibles, les écologistes préfèrent les taxer.

SUITE PAGE 7



## Editorial

### Objectif 479.917 une revendication démocratique élémentaire

Dans toute l'Europe occidentale, depuis 1988 et parallèlement à la plus grande campagne anticommuniste menée depuis les années cinquante, nous avons assisté à une percée du fascisme. A partir de 1988, toute la bourgeoisie occidentale a mobilisé l'ensemble de ses forces afin de détruire les derniers fondements du socialisme en Europe de l'Est et en Union soviétique.

Dans ces pays-là, la théorie et la pratique communistes avaient été sapées pas à pas depuis 1956 et finalement éliminées. Au sein des institutions socialistes, une nouvelle bourgeoisie s'est développée qui, en 1989, a abandonné sa façade communiste.

Durant le contre-révolution de velours de 1989, la droite à l'Ouest et la nouvelle droite à l'Est ont marché main dans la main. A ce moment, le Parti du Travail a avancé sa propre analyse: ce qui se produit en Europe de l'Est et en URSS est une contre-révolution qui introduira une forme de capitalisme sauvage, lequel implique un bradage aux multinationales occidentales, apportant chômage et misère noire et constituant, en outre, une catastrophe supplémentaire pour le tiers monde.

A ce moment, beaucoup pensaient que nous exagérons. Trois années constituent une courte période, mais elles ont apporté un profond tournant dans les esprits. La prétendue «*révolution pour la démocratie*» a mené à la réhabilitation des dirigeants fascistes Bandera en Ukraine, Tiso en Slovaquie, Antonescu en Roumanie, Pavelic et ses Oustachis en Croatie, Vlassov et les Tsars en Russie. La chute du mur de Berlin ne signifiait nullement une ouverture à la démocratie; elle a donné le signal de la renaissance du fascisme et de l'expansionnisme allemands. Pourquoi le fascisme ressort-il de sa tombe, dans toute l'Europe?

Parce que la classe des grands capitalistes qui gouverne notre monde ne parvient plus à maîtriser les contradictions internes d'un système impérialiste meurtrier. Les travailleurs du tiers monde vivent sous la terreur de régimes pro-impérialistes assassins. Dans nos pays impérialistes riches, des dizaines de millions de gens subissent le chômage et une misère croissante. Entre les Etats-Unis, le Japon et l'Allemagne, menacent des guerres économiques pour des marchés de plus en plus étroits. Le capitalisme rend notre monde invivable. Une partie de la bourgeoisie pense à nouveau à l'option de la terreur ouverte pour maintenir sa domination; c'est pourquoi elle relance les groupes fascistes.

Le racisme constitue une préparation à la terreur, il s'agit d'une répétition contre des gens sans défense, sur une base arbitraire.

LUDO MARTENS

Suite page 20

EN BREF

**Gol: sur les traces des racistes**

Autant le PRL que les Vlaamse Liberalen en Demokraten (VLD, successeur du PVV) tentent de se profiler comme un rempart contre l'extrême droite. Mais en réalité...

Le 12 novembre, Jean Gol a exigé à la Chambre que Liège soit à nouveau autorisée à refuser l'inscription d'étrangers: «Avec 2.500 candidats-réfugiés-politiques la situation devient intenable à Liège. La politique actuelle est diabolique». Thierry Detienne (Ecolo) reproche à Gol «de vouloir créer à Liège un climat inamicale pour les étrangers». Il rappelle aussi que Gol avait fait à la radio, lors de la grève des policiers liégeois, un lien (raciste) entre l'argent dépensé pour l'accueil d'étrangers et le bas niveau des traitements de la police». (Compte-rendu analytique, néerl., C16/2-4).

**VLD: parti rétro**

Le VLD se prétend en faveur d'un renouveau politique. Son point de programme principal: «la suppression de l'influence des groupes de pression», lisez: les syndicats et les mutuelles. Ces organisations se sont développées dans le sillage des deux caisses de solidarité constituées par les travailleurs au 19ème siècle pour se défendre collectivement contre l'exploitation (avec des grèves) et contre le risque de maladie. Un retour à des situations d'avant cette époque, où le travailleur doit faire face individuellement à son patron et se débrouiller en matière d'assurance-maladie: est-ce cela, le renouveau? Non, c'est de la politique rétro.

**Chevalier: «Bad timing»**

Le député SP Pierre Chevalier a rejoint, lui aussi, le VLD. Comme le président du SP Vandenbroucke, l'ancien secrétaire d'Etat a autrefois fait partie (mais moins longtemps)... des trotskystes de la LRT (maintenant POS). Pour justifier sa démarche, Chevalier a publié un communiqué samedi 14 novembre à 16 heures. On pouvait y lire: «J'avais des questions sur la dimension sociale du nouveau parti. Après les nombreuses interventions d'aujourd'hui au congrès et les amendements relatifs à l'importance d'une politique sociale conséquente, je peux me rallier à ce mouvement». «Bad timing» (mauvais timing) note finement De Morgen (17/11), car à cet instant, le congrès du VLD était encore bien loin d'avoir discuté du volet social. Verhofstadt s'est du reste opposé avec succès à l'utilisation du terme «social-libéralisme».

**«Bienvenue aux racistes»**

Au nom de la «démocratie» bourgeoise, le Vlaams Blok continue à avoir accès aux émissions pour les tiers de la BRTN-TV. Presque chaque mois, les fascistes peuvent déverser sans entrave une demi-heure de démagogie et de mensonges. Le 16 novembre, les téléspectateurs ont pu interroger par téléphone les ténors du Blok. Une d'entre elles: «Je suis raciste Puis-je appartenir au Vlaams Blok?». Et Dewinter de donner une longue explication, selon laquelle ceux qui sont racistes ne le sont en fait pas et ne font que réagir aux «problèmes réels causés par les immigrés». Sa conclusion: «Ces gens sont donc bienvenus chez nous».

K.M.

**Forges de Clabecq pas au bout du rouleau**

# 45% de «Non»: du fer forgé pour l'avenir

Les ouvriers des Forges de Clabecq et leurs délégués ont mis fin à l'occupation de l'usine. Lors du référendum du samedi 21 novembre, 703 ouvriers (soit 45% sur 1.561 bulletins) ont voté «Non» au plan Dessy adapté (restriction salariale de 10% mais sous forme de «prêt» à l'usine) et pour la continuation de l'occupation. 845 (54%) ont voté «Oui» acceptant le plan et la reprise du travail. Le soir, devant la porte de l'usine, un militant de Clabecq faisait ce bilan: «Les 45% qui ont voté pour l'occupation: c'est une force formidable, du fer forgé dans la lutte». Voici quelques réactions «à chaud»...

Les ouvriers et leurs délégués qui ont voté pour la continuation de la lutte ne sont nullement découragés. L'heure est à la colère, mais aussi au bilan et à la préparation de la lutte pour l'avenir, car ils savent que le plan Dessy c'est la restructuration, c'est-à-dire le démantèlement de l'emploi et des salaires. Colère à cause de l'attitude d'abandon du président de la délégation FGFB - «nous sommes au bout du rouleau» - qui a lourdement pesé sur le résultat du référendum. Colère et fureur surtout contre le PS et Spitaels que l'on retrouve derrière cette attitude. «Il a planté le couteau dans le dos des ouvriers», disait un militant FGFB. «Le PS a toujours profité du travail et de la lutte de la gauche syndicale. Aujourd'hui, dans cette lutte de Clabecq, le PS, Spitaels, a joué un rôle scandaleux. C'est pire que le patron. Il a présenté ces 500 millions de la Région wallonne comme un moyen de chantage pour nous obliger à accepter le plan Dessy».

**Trahison du PS**

«Vu les circonstances, secoués comme on a été, les 45% c'est une victoire. Il y a eu le patron qui n'a pas hésité à envoyer une vidéocassette dans les familles pour semer le doute, la confusion, pour diviser

et casser l'occupation. Il y a eu les secrétaires syndicaux qui ont accepté le plan Dessy contre notre volonté et discuté, derrière notre dos, des réaménagements du plan pour le faire passer. Il y a eu la Région wallonne et le PS, Spitaels et leur chantage. Il y a eu la CSC et la CGSLB qui pendant ce dernier référendum ont appelé leurs affiliés à voter pour le plan Dessy et pour la reprise du travail. Finalement, il y a eu le président de la délégation FGFB qui sous l'influence du PS a dit lors de l'assemblée avant le référendum d'abandonner la lutte. C'est ce qui a fait basculer le vote». «Nous avons été surpris par la détermination, la passion des ouvriers qui ont dit non. Ces gens ont compris. C'est une force formidable. Ils ont compris le rôle de Dessy, le rôle de la Région wallonne, de Spitaels. Dans cette lutte, les choses se sont éclaircies. Ça c'est notre bilan. Cette force sera notre lutte prochaine».

**Refaire l'unité à partir des 45%**

«Le patron voit que nous rentrons. Mais il sait mieux que personne analyser les rapports de force. Et pour lui la tâche sera de casser la force que nous avons construite. La lutte n'est pas finie, ni pour lui,



De nombreuses délégations de solidarité sont venues au piquet à Clabecq, le jour du vote: Chertal, Carlam, Cockerill, Renault, VW, la SNCB, des postiers... Leur message: aux Forges, vous menez un combat d'avant-garde, votre lutte est la nôtre.

ni pour nous. Elle ne fait que commencer. Nous devons gérer la situation maintenant. Faire une analyse, un bilan, et refaire l'unité à partir des 45%».

«Le comité des militants qui a été actif dans l'occupation doit prendre beaucoup plus d'importance. C'est la leçon à tirer de cette lutte. Il faut adapter la délégation syndicale. Ces ouvriers qui nous ont soutenus, n'accepteraient pas que nous ne réorganisions pas la délégation syndicale. C'est le comité des militants qui nous a donné la force de continuer, qui nous ont poussés vers l'avant, face aux pressions des instances syndicales qui nous poussaient à capituler et à accepter le plan. Cette avant-garde de l'usine a été essentielle et elle le sera à l'avenir. Ce sont eux qui représentent la volonté et la pensée des ouvriers. Notre force a été d'être à l'écoute des travailleurs».

**Renforcer la délégation**

La délégation syndicale et le comité des militants qui ont dirigé cette lutte, les 703 (45%) qui ont résisté jusqu'à la fin constituent la force ouvrière qu'on voudra casser par tous les moyens. Ce sont eux qui dès à présent auront à créer l'unité, à organiser, par des actions et des initiatives, la résistance contre le plan de démantèlement de l'emploi et des salaires qu'on ne tardera pas à imposer. «Un problème pendant l'occupation, disait un militant syndical, c'était que nous avions un peu perdu le contact avec la masse des ouvriers. Maintenant, nous allons reprendre ce contact journalier dans l'usine, nous allons reprendre les discussions et la lutte».

WALTER BAUWENS

## Boel sauvé par Bremer Vulkan?

D'après le plan en trois phases de la Région flamande, le groupe allemand Bremer Vulkan pourrait sauver à long terme les chantiers navals Boel. Dans un premier temps, il assisterait la gestion. Mais qui est ce groupe? Le centre de documentation du PTB nous a fourni des articles très éclairants parus dans la presse étrangère. On peut en tirer quatre conclusions...

**1. Stratégie européenne**

Quatre grands chantiers navals ont formé un consortium européen: Bremer Vulkan plus HDW en Allemagne, Astilleros en Espagne, Fincantieri en Italie et les Chantiers de l'Atlantique en France (1). Car ce secteur restructure comme tous les grands secteurs européens, en proie à la guerre USA-Europe-Japon. Des milliers d'emplois disparaîtront: «Bremer a décidé d'élaborer un plan de rationalisation pour Boel» (2). Il s'agit

«d'étudier dans quel secteur du marché Boel peut encore jouer un rôle» (3). C'est d'ailleurs surtout le «know-how» de Boel qui intéresse Bremer. Les 1.850 emplois sont donc loin d'être garantis.

**2. Diversification.**

Bremer est très diversifié (4). Il vient de conclure un accord de 6 ans avec le Français Matra pour produire du matériel militaire (5). Sa stratégie est de réduire sa part dans la construction navale de 42 à

30%.

**3. Soutien public.**

Bremer se sert des difficultés des chantiers allemands pour faire chanter les pouvoirs publics dans le style de Saverys, patron de Boel: «Les petits et moyens chantiers devront fermer si les pouvoirs publics ne soutiennent pas davantage», a déclaré un porte-parole, se plaignant que les subsides étaient plus importants à l'étranger (6).

**4. Jobkiller en ex-RDA**

Bremer a fait une offre pour racheter la Deutsche Seerederei Rostock. Conséquences: de 13.000 travailleurs, cette entreprise n'en conservera sans doute que 4.000

(7).

Vigilance donc. La semaine passée, les syndicats de Boel semblaient prêts à laisser filer le bateau Flanders Harmony que les occupants détiennent. Mais certains syndicalistes réagissent: pas question, tant qu'on n'a pas des garanties sérieuses à long terme pour les 1.850 emplois. Ces garanties, Bremer ne les offre pas.

JAN VANDEPUTTE

Sources: 1. Agence Europe, 29.10.2. Handelsblatt, 19.11. 3. Lloyds List, 17.11. 4. Frankfurter Allgemeine, 14.11.5. Reuter, 13.11.6. Lloyds List, 5.11. et Handelsblatt 3.11. 7. Lloyds List, 2.11.

# Citoyenneté ou nationalité?

Lorsque vous lirez ces lignes, vous saurez si Objectif 479.917 a gagné son pari de récolter 479.917 signatures sur une pétition qui exige «l'égalité totale des droits politiques et sociaux pour les immigrés par l'octroi automatique de la nationalité belge à tous ceux qui résident légalement en Belgique depuis cinq ans». Cette entreprise audacieuse est la réponse concrète à la marée brune du 24 novembre 1991. Sa réalisation est une étape importante dans la lutte contre le fascisme et le racisme. Des milliers de collaborateurs ont expliqué jour après jour la justesse de cette revendication. Une année de travail intense au sein de la population a réussi à créer une large unité sur la revendication.

Il est regrettable qu'Agalev ne reprenne pas à son compte la revendication d'Objectif et, pour des raisons incompréhensibles, s'accroche à l'idée du «droit de vote au niveau communal» et à celle de «citoyenneté». Dans une nouvelle brochure, Agalev affirme: «Le projet de loi «Egalité» des Verts reste tout à fait conforme à la stratégie des droits basés sur la résidence. Le projet demande l'égalité en matière des droits civils, donc également sur le plan social, économique et politique. Pour ce qui concerne les droits politiques, le projet de loi opte pour le droit de vote local. Pour les Verts, il est évident que le droit de vote sur les autres niveaux devra également être mis à l'ordre du jour dans l'avenir» (1). Jack Van Dijk se réfère directement à l'unification de l'Europe. «En principe, la voie qu'Agalev veut suivre est possible, puisque l'article 4 (qui sera modifiée sur la demande de la Commission européenne en vue d'accorder le droit de vote aux ressortissants de la CE) est déjà repris dans la constituante et sera encore modifié cette année. Puisqu'il faut tout de même une majorité des deux tiers pour modifier l'article 4 dans ce sens, nous considérons qu'on peut autant le modifier d'une ma-

nière fondamentale afin que tous les immigrés (qui répondent aux conditions) puissent jouir du droit de vote sur le niveau local» (2).

## Pourquoi seulement sur le plan communal?

Agalev révèle lui-même une importante faiblesse dans «l'idée de la citoyenneté». L'égalité complète n'est pas réalisée. Les immigrés ne jouiront du droit de vote que sur le plan communal. Y a-t-il un seul argument valable qui puisse justifier cette restriction? Les immigrés paient leur impôt national et pas seulement l'impôt communal. Les immigrés sont soumis aux lois nationales, et pas uniquement aux règlements communaux. C'est au niveau national que les discriminations sont incorporées dans la loi. Une démocratie conséquente implique le principe d'un homme, une voix à tous les niveaux. Ne reconnaître aux immigrés que le droit de vote communal, revient à les confirmer dans leur position de citoyens de deuxième rang, qui ne sont autorisés à participer que dans les décisions secondaires, sur des problèmes locaux. C'est en cela que réside la force de la revendication d'Objectif 479.917 qui exige l'égalité totale des droits politiques

et sociaux.

## La nationalité: un mythe?

Dans son projet de loi, Agalev affirme: «Adopter la nationalité belge apporte indéniablement des avantages aux immigrés. Le résultat c'est que le droit des étrangers ne s'applique plus à eux, ce qui implique en premier lieu que l'éternelle angoisse de se voir expulser disparaît définitivement. En outre, l'adoption de l'identité belge leur donne le droit formel d'une entière égalité de traitement par rapport aux Belges» (4). La logique d'Agalev est bien loin. Agalev n'opte pas pour la nationalité: «Au fond cela signifie qu'on prend pour option que seuls obtiendront une position à part entière les étrangers qui abandonnent leur propre identité. Ainsi, l'assimilation prend le pas sur l'intégration qui vise le respect de l'identité de chacun» (5). «Ce qui nous dérange surtout, c'est qu'Objectif change de stratégie, et le fait d'une manière inimaginable, en opérant un virement à 360°. L'option d'Objectif n'est finalement rien d'autre que l'option libérale, à savoir d'accorder uniquement les droits aux Belges» (6). De ces propos, force est de déduire qu'Agalev accepte la conception élitiste existante de la nationalité. Une nationalité qui se mérite sur base d'un sévère examen d'entrée. C'est à juste titre que les immigrés répondent: non merci beaucoup. Objectif prône une autre vision sur la nationalité. Les immigrés reçoivent la nationalité belge, à titre entièrement gratuit. Ils ne doivent entreprendre aucune démarche, rien prouver, rien abandonner ou renier. La seule condition est qu'ils séjournent en Belgique depuis cinq ans. Ils gardent aussi leur nationa-

lité d'origine. De cette façon, la notion de nationalité est réduite à son essence: un statut juridique dont chacun bénéficie s'il réside en Belgique depuis cinq ans et qui implique tous les droits et tous les devoirs.

## Nationalité: unique voie vers l'égalité totale

Agalev veut introduire la citoyenneté sur base du séjour en Belgique. Ils se réfèrent pour cela au statut des ressortissants de la CEE: «Les ressortissants européens eux reçoivent bel et bien leurs droits sur base de la résidence» (7). Or, il faut noter qu'il s'agit là de droits limités. Le traité de Maastricht prévoit uniquement le droit de vote communal pour les ressortissants CEE. Le projet de loi d'Agalev veut créer une nouvelle catégorie de gens, notamment des citoyens qui ne sont pas belges: «On fait droit aux étrangers qui résident en Belgique de manière durable en créant une catégorie intermédiaire» (8). «Ils forment une catégorie sui generis, qui se situe entre les Belges et les immigrés» (9). Voilà bien la meilleure manière de créer des problèmes. L'expérience apprend, en Belgique comme ailleurs, que plus il y a de statuts, plus il y a de réglementations différentes, discriminatoires les unes par rapport aux autres. La distinction absurde entre des ressortissants CEE et non CEE en est le meilleur exemple. Depuis que le statut d'étranger de la CE a été introduit, ce groupe a obtenu de plus en plus de droits. Les autres, surtout les Turcs et les immigrés d'origine maghrébine, ont piétiné sur place. Il n'est pas impensable qu'à l'avenir des réglementations séparées s'appliqueront respectivement aux «Belges» et aux «citoyens». D'ailleurs, et Agalev semble

l'oublier, un «citoyen» ne pourra pas voyager librement à travers l'Europe. Les non-CEE ont besoin d'un visa pour traverser l'Europe. Le fait de leur accorder le statut de «citoyen» n'y changera rien. Alors que l'octroi de la nationalité leur offre également la possibilité de voyager comme ils veulent. La voie choisie par Objectif 479.917 est l'unique voie vers l'égalité complète. Alors que la loi actuelle prévoit l'inégalité automatique entre Belges et immigrés, le projet de loi d'Objectif prévoit leur égalité automatique. Cette voie empêche qu'on excite un groupe contre un autre en attribuant des privilèges. Sur cette revendication une importante unité s'est déjà formée. Cette unité et cette force doivent être employées pour réaliser la revendication. Nous invitons Agalev et tous les autres antiracistes, qui hésitent encore, à examiner avec nous le projet de loi d'Objectif. Cette discussion permettra d'accroître encore cette unité et cette force.

NORBERT VAN OVERLOOP

(1) Septante faux points de programme, une réponse écologique au racisme et à l'intolérance, p. 7 (en néerlandais). (2) Bladgroen, n° 12, 12 juin 1992. (3) Chambre des représentants, 331/1, 24.3.1988. (4) Id., p. 9. (5) Id., p. 5. (6) Septante..., p. 7. (7) Id., p. 7. (8) Chambre des représentants, ..., p. 12. (9) Id., p. 13.

## Juridiquement irréalisable?

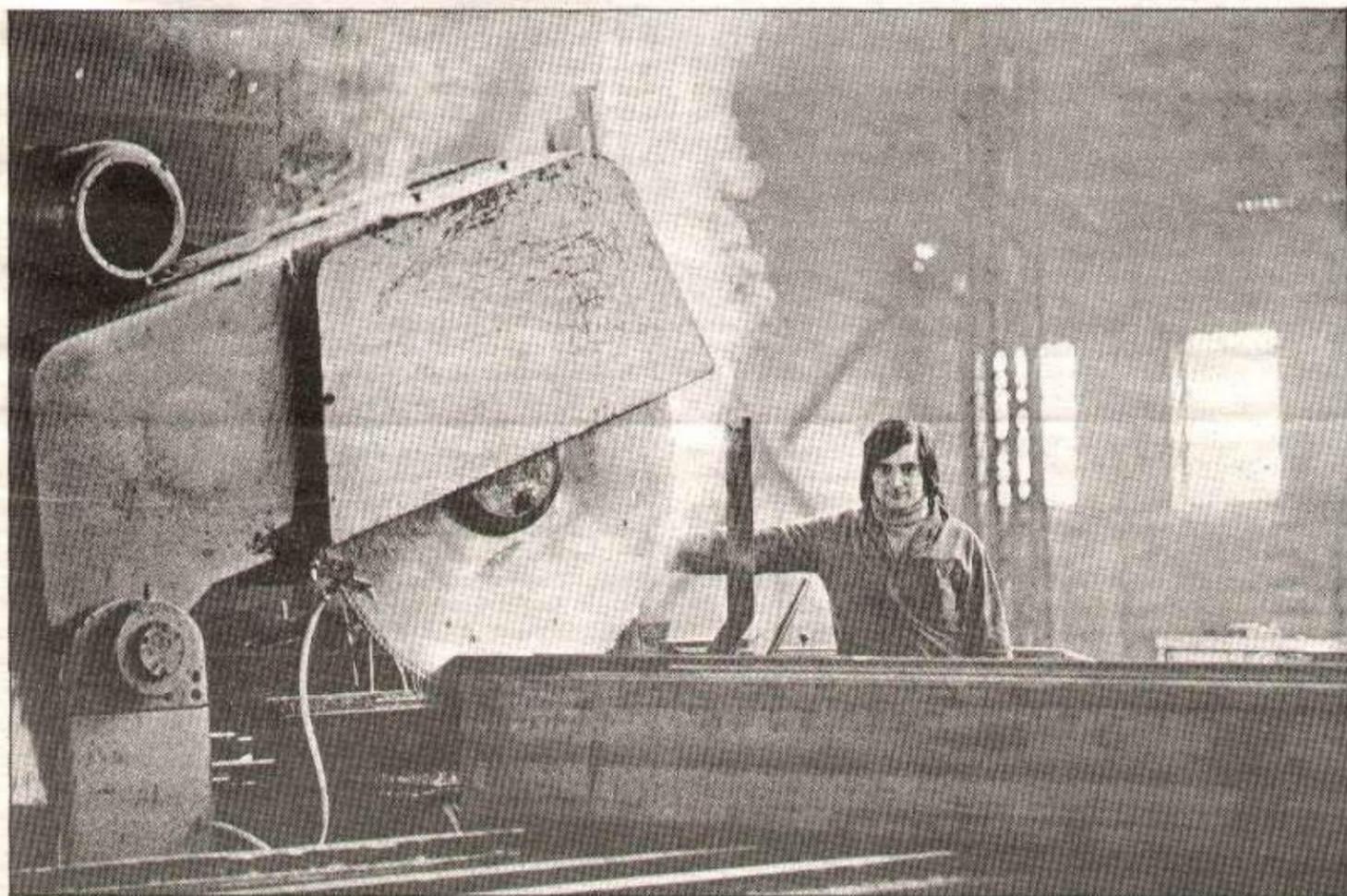
Agalev affirme que la revendication d'Objectif 479.917 est «difficile, compliquée, sinon irréalisable sur le plan juridique» (1). «Hormis les questions de caractère émotionnel, il y a aussi des questions juridiques plus complexes: la bipatridité par exemple. C'est une donnée juridique extrêmement complexe en ce qui concerne le droit familial, le droit héréditaire, le droit de propriété, ...» (2).

L'idée de la «citoyenneté» serait plus réalisable? Agalev est bien placé pour savoir que non. Notamment, le Conseil d'Etat a déjà rendu un avis écrasant sur le projet de loi d'Agalev: en contradiction avec la constitution. La législation sur la nationalité par contre peut être modifiée par une simple loi. En outre, le projet de loi d'Objectif sur la nationalité a été élaboré par des juristes pratiquement expérimentés. Ceux-ci confirment que détenir deux nationalités ne pose aucun problème. Or, pour les immigrés, le seul fait de détenir la nationalité belge résoud un tas de problèmes, également sur le plan du droit civil.

La réalité est celle-ci: le projet de loi d'Objectif 479.917 est facilement réalisable sur le plan juridique, mais difficile à faire passer sur le plan politique. Agalev esquivait cette lutte politique.

NORBERT VAN OVERLOOP

(1) Bladgroen, n° 8, 17 avril 1992. (2) Septante faux points..., p. 7.



Avec Agalev, ce métallo italien restera un citoyen de seconde zone (photo Carez et Vanden Eeckhoudt).

Un livre important de Jos Vander Velpen

# Les néo-nazis en marche

Le livre de Jos Vander Velpen «Les néo-nazis en marche» — dont le titre s'inspire d'un vers de Bertolt Brecht sur les nazis — est la meilleure publication sur le fascisme depuis la percée de l'extrême droite en 1988.

L'ouvrage situe la démagogie «flamande» du Vlaams Blok en la plaçant dans l'ensemble du courant néo-fasciste européen dont le Vlaams Blok n'est qu'un représentant local. A travers l'analyse de l'auteur, le Vlaams Blok apparaît comme un parti qui calque sa théorie et ses slogans nationalistes «flamands» sur ceux des néo-fascistes allemands du parti Republikaner et sur ceux du Front National en France.

## Le nouvel expansionnisme allemand

Jos Vander Velpen commence par analyser le néo-fascisme allemand, le grand frère du Vlaams Blok. Titre de ce chapitre: «Deutschland über alles». Après la défaite des guerres d'agression hitlériennes, douze millions d'Allemands de souche ont été expulsés ou ont fui la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie, la Pologne, l'Union soviétique, etc. et se sont retrouvés en Allemagne fédérale. Ils constituent un sol fertile pour la politique du «revanchisme nazi». Pour le parti des Republikaner, l'annexion de la RDA est une «première étape» vers la «réunification» de tous les territoires «allemands» en Europe (p. 14). Le 11 janvier 1990, Vaclav Havel, l'homme de la CIA monté en scène comme président de la Tchécoslovaquie «libre», a présenté

officiellement ses excuses pour «l'expulsion» des Allemands du pays des Sudètes (p. 23). Le plaidoyer en faveur de l'expansion allemande en Europe se fonde sur les arguments employés par Hitler: protection des minorités germanophones et «droit à l'autodétermination des petits peuples». Schönhuber, ancien Waffen-SS et chef des Republikaner, veut subordonner l'aide allemande accordée à la Pologne au soutien à la minorité allemande dans ce pays (p. 17). Kohl pense exactement dans les mêmes termes. Dans une déclaration officielle, il est dit que l'accession de la Pologne à la CEE facilitera «l'établissement de citoyens allemands en Pologne». Or six millions d'Allemands sont enregistrés comme «expulsés» de régions qui appartiennent aujourd'hui à la Pologne (p. 20). Remarquons en passant que dans sa démagogie linguistique fasciste, le Vlaams Blok interdit à ceux qui vivent sur le «sol flamand» d'utiliser une autre langue que le flamand. Or l'émigration allemande a eu pour conséquence que des millions de germanophones vivent dispersés dans les pays balkaniques, en Europe de l'Est, dans l'ancienne Union soviétique. Mais vous ne trouverez pas un seul fasciste allemand ou flamand qui «exigerait» que ces Allemands émigrés adoptent la langue locale. Une telle re-



«Tuez leurs enfants, violez leurs femmes, détruisez leur race» chantent les skinheads lors de leurs attaques contre des homes de réfugiés. Les crimes bestiaux des bandes hitlériennes sont à nouveau un «idéal» pour ces Übermensch allemands au crâne rasé, qui jouissent du soutien des Republikaner, de la DVU, la Deutsche Allianz et les autres alliés allemands du Vlaams Blok.

vendication serait d'ailleurs contraire à la démocratie, car les émigrés allemands, comme tous les émigrés, ont le droit de parler leur propre langue. Mais ils n'ont pas le droit de servir de cinquième colonne à l'expansionnisme allemand. Or le but de cet expansionnisme revanchard est de faire éclater certains pays européens selon les lignes de démarcation ethniques. Les mini-Etats qui sortiraient de cet éclatement seraient des proies faciles pour la superpuissance économique allemande. C'est la raison pour laquelle les néo-fascistes allemands défendent «le droit à l'autodétermination» qui conduira à un nouvel ordre «évitant à l'avenir des tragédies comme celle qu'a subie le peuple frère de Croatie et permettant à l'Allemagne de jouer son rôle coordinateur en Europe centrale» (p. 27). Début 1992, le néo-nazi Schönhuber a été reçu par Kravtchouk, le président de l'Ukraine indépendante (p. 24). En 1918, l'armée allemande a «libéré» l'Ukraine et proclamé son indépendance. Aujourd'hui, comme dans le passé, l'expansionnisme allemand veut jouer son «rôle coordinateur» en Ukraine.

## Lancés par la CSU, parti-frère du CVP-PSC

En 1942, Schönhuber s'est porté volontaire pour la Waffen-SS et il a servi dans les rangs de la division d'élite «Leibstandarte Adolf Hitler». Dans les années soixante, il a rejoint les rangs de la CSU (fraction régionale de la CDU) de Franz Josef Strauss, qui soutenait les groupes

néo-fascistes en leur accordant des dizaines de millions de francs. Depuis sa fondation après la deuxième guerre mondiale, la CDU-CSU a servi de refuge à de nombreux anciens nazis. Depuis le début des années quatre-vingt, dans le climat général de droite et d'extrême droite, beaucoup ont pensé que leurs idées avaient de nouveau une chance. En 1983, deux parlementaires CSU, Handlos et Voigt, ont créé le parti des Republikaner (REPS) avec Schönhuber. Pendant les élections de janvier 1989, six anciens politiciens de la CDU figuraient sur les listes du REPS. Avec leur programme anti-immigrés, les néo-nazis ont obtenu 7,5% des voix. Zimmerman, ministre CSU de l'Intérieur, déclarait qu'il était «complètement absurde d'appliquer l'étiquette fasciste au REPS. Aujourd'hui, l'Allemagne fédérale est davantage menacée par la gauche que par l'extrême droite» (p. 31).

Les néo-nazis allemands défendent le révisionnisme, c'est-à-dire la «révision» de la condamnation générale prononcée après 1945 contre le fascisme barbare et inhumain. Dans nos médias, le révisionnisme est présenté comme la théorie de ceux qui «nient le génocide des juifs». Or, les néo-nazis défendent avant tout la «révision» de la terreur sanglante des nazis contre les communistes et le génocide nazi contre le peuple soviétique. Cette présentation limitative du révisionnisme par nos médias s'explique facilement: ce révisionnisme-là, qui consiste à nier la terreur anticomuniste et le génoc-

ide contre le peuple soviétique, est repris tel quel des néo-nazis par tous les partis politiques bourgeois. Début 1991, les services secrets de l'intérieur en Allemagne écrivaient que le néo-nazisme était surtout puissant dans... l'ancienne RDA communiste. «La droite radicale organisée en Allemagne de l'Ouest est affaiblie», poursuit la note. Or, le Reps de Schönhuber n'est pas classé parmi la droite radicale par ce service secret! (p. 47) Cela ressemble beaucoup à de la complicité. Car dans cette même année, l'extrême droite effectue 1.152 attentats, dont 790 en Allemagne de l'Ouest. Le Frankfurter Allgemeine Zeitung a publié certaines chansons chantées par des skinheads pendant leurs assauts contre des maisons de réfugiés. «Tuez leurs enfants, violez leurs femmes, détruisez leur race, cela leur flanquera la trouille aux tripes» (p. 47). Les crimes bestiaux des bandes hitlériennes semblent à nouveau un «idéal» pour ces Übermensch allemands au crâne rasé. Et lorsque le gouvernement Kohl ferme des maisons de réfugiés assisgées et qu'il expulse des dizaines de milliers de Roumains, les néo-nazis ont le sentiment que leurs crimes sont payants.

## La collaboration et la guerre d'Algérie

Dans son deuxième chapitre, Jos Vander Velpen démontre à quel point les idées du Front National français ressemblent à celles des néo-nazis allemands et combien de liens idéologiques et personnels

relient l'extrême droite «flamande» aux néo-fascistes en France, le soi-disant «ennemi héréditaire» de la Flandre «libre». Le parti de Le Pen a ses racines dans la collaboration avec les nazis sous le régime de Vichy. Bousquet, le premier trésorier du Front National, était un ancien Waffen-SS (p. 60). Une deuxième source d'inspiration et d'enseignement du Front National est la lutte pour l'Algérie française. Beaucoup de cadres du FN sont issus de l'OAS, l'Organisation de l'Armée Secrète, qui dirigeait la terreur contre les nationalistes algériens. Le 17 octobre 1961 et les jours qui ont suivi, 210 Algériens ont été assassinés à Paris. L'ancien OAS Roger Holeindre dirige aujourd'hui les services d'ordre de Le Pen (p. 58-59). Ce dernier se prononce pour la réhabilitation du passé colonial français. De la même manière, le Vlaams Blok fait l'éloge de la colonisation blanche en Afrique du Sud, où l'Apartheid pourra se perpétuer à l'avenir grâce à la création d'un «Etat german indépendant, sans noirs et sans Anglais!» (p. 143) La démagogie réactionnaire à propos de «noir peuple d'abord» provient de gens qui défendent et veulent poursuivre les siècles de terreur coloniale en Afrique, au Moyen-Orient et en Amérique latine.

## Le racisme brise tous les tabous

En France, le racisme est aussi le fer qui ouvre les portes pour l'ensemble des idées de l'extrême droite, du démantèlement total des droits des ouvriers jusqu'aux nouvelles guerres coloniales dans le tiers monde. Les solutions «faciles» prônées par les racistes sont totalement irrationnelles et grotesques, mais elle entraînent des gens dans le giron d'une idéologie qui aboutit à la violence et à la terreur contre la partie la plus faible des travailleurs. Lorsqu'une large couche de la population se laisse entraîner dans cette voie, la voie est ouverte à l'anéantissement de toute organisation indépendante des classes travailleuses et à la terreur contre toute force politique qui défend les droits et les intérêts des ouvriers et des travailleurs. Jos

## Ecotaxes

(SUITE DE LA PAGE 3)

La mesure ne sera pas efficace pour une autre raison. Une partie importante de l'industrie à tout intérêt à ce qu'il y ait le plus possible de déchets puisque le ramassage, la destruction ou le recyclage lui rapporte de l'argent. Antoon Wouters, porte-parole de l'industrie, déclare que «toute l'industrie de l'emballage est prête à passer au système du recyclage» (10). Une politique qui conduit à l'élimination de la production de déchets ne l'intéresse donc pas. D'autre part, l'industrie rejette certaines tâches de recyclage parce qu'elles ne rapportent pas assez de bénéfices. Récemment, l'entreprise Verlipack de Charleroi a fermé sa section de récupération de verre. C'était la plus grande usine de recyclage des déchets provenant des conteneurs de verre! Les écologistes sont par trop optimistes



Le Blok puise ses idées «flamandes» auprès du fasciste français Le Pen. Le Canard enchaîné a publié récemment cette ancienne photo représentant Le Pen et Brigitte Bardot. Le Pen et BB se connaissaient donc déjà à l'époque où les catholiques conservateurs criaient scandale à propos des films de Bardot. Mais Le Pen, un partisan de l'intégriste Mgr Lefebvre, se souciait peu en privé des foudres de l'Eglise. BB a épousé récemment Bernard d'Ormale, riche homme d'affaires et ami proche et conseiller de Le Pen. Manifestement, l'ex-star du cinéma se sent plus proche des animaux que de ses concitoyens d'origine étrangère.

«révolution» socialiste... Sous le régime de Mitterrand, Le Pen est devenu une vedette de la télévision qui a su gagner 14% de l'électorat français pour sa politique néo-fasciste...

## La noblesse et la haute bourgeoisie

A mesure que la crise s'approfondit, le soutien accordé ouvertement à Le Pen par les milieux de la haute bourgeoisie, de la noblesse et des autorités militaires ne cesse d'ailleurs de croître. Ce qui dévoile en même temps le véritable sens de la «démagogie ouvrière» déployée par le FN. «Nous sommes les mieux placés pour casser le Parti Communiste et récupérer les débris», déclare Le Gallou, ancien inspecteur général de l'administration, ancien dirigeant du parti Républicain et leader du FN (p. 80). La

démagogie sociale du FN sert à briser les organisations politiques qui combattent efficacement le fascisme et à ouvrir la voie à un pouvoir patronal illimité. Le compte Ricautmont, le prince Murat et la baronne Bich accordent ouvertement leur soutien à Le Pen. Un directeur de Fiat-France et un nombre croissant d'industriels importants se prononcent en faveur du Front National. Le colonel de gendarmerie Jean-Jacques Gérard est membre du comité central du FN. En 1989, la Sûreté militaire écrit dans un rapport confidentiel que le Front National se place «indéniablement dans le camp de la droite non extrémiste»... Voilà l'avis des services secrets de la social-démocratie française.

LUDO MARTENS

(La semaine prochaine: suite du compte-rendu de ce livre important)

\* L'ouvrage n'est pas encore disponible en français, les pages indiquées dans cette article proviennent de la version flamande: «Daar komen de neo-nazis aangemarcheerd» (EPO).

## «Het Vlaams Blok» de Hugo Gijssels

### Bon travail journalistique mais deux «oublis»

Le livre «Het Vlaams Blok» de Hugo Gijssels, qui est sorti peu avant celui de Vander Velpen, offre au lecteur non initié dans la matière une large information de base, le contexte historique, ainsi qu'une biographie des leaders et un aperçu des positions du néo-fascisme flamand. Hugo Gijssels fournit un travail journalistique sérieux. Mais l'analyse politique proprement dite du Vlaams Blok et du courant néo-fasciste reste hors du sujet de cet ouvrage, qui ne peut dès lors alimenter le débat fondamental en vue d'élaborer une stratégie antifasciste. Hugo Gijssels ne situe pas la montée du néo-fascisme dans le contexte de la crise économique et politique générale qu'affronte le capitalisme mondial. Son ouvrage ne montre pas clairement à quel point le fascisme est à nouveau une «alternative» envisageable et acceptable pour le grand capital à un moment où celui-ci n'est plus en mesure de maîtriser les conflits sociaux par des moyens parlementaires «doux». C'est la raison pour laquelle, le livre de Hugo Gijssels n'explique guère le virage vers la droite et l'extrême droite de quasi tous les partis «démocratiques» bourgeois. Par cette évolution, ces partis ne font que traduire la politique de plus en plus ouvertement répressive du grand capital qui tente de sauvegarder ses bénéfices dans un monde ébranlé. En Allemagne, tant qu'en France, qu'au Japon, qu'en Belgique et qu'aux Etats-Unis, le grand-capital est contraint à cette politique répressive, parce que les contradictions sociales et politiques sont devenues incontrôlables au niveau national et mondial. La responsabilité des partis «démocratiques» dans la progression du néo-fascisme constitue un fait politique essentiel. Or ce sujet est pratiquement absent dans le livre de Hugo Gijssels. Autre oubli remarquable. Dans la deuxième partie, Gijssels traite du «message» du Vlaams Blok, en le parcourant par thèmes, de A à Z, à commencer par celui de l'armistie et passant par celui la communauté juive, des homosexuels, et celui de l'IVG. Cet ordre alphabétique nuit à l'analyse, parce qu'il empêche de comprendre les principes essentiels de l'antifascisme par ordre d'importance. Mais le principal oubli: n'y figure même pas ce qui constitue sans aucun doute le principal programme politique et idéologique tant du Vlaams Blok, que de l'ensemble du fascisme européen, à savoir l'anticommunisme. (LM)

contrôle le secteur de l'emballage et, pour beaucoup de produits, il n'existe pas encore d'alternative commercialisable. Actuellement, le lait est vendu à 85% dans des brickpack.

## Nous payerons bien!

On sous-estime également l'influence exercée par l'industrie par le biais de la publicité. Cette dernière n'est-elle pas notamment spécialisée dans la promotion de produits plus chers ou inutiles? En outre, il faudra trois à cinq ans avant que les alternatives soient généralisées. Mais les écotaxes sur les emballages de boissons s'appliqueraient déjà à partir de 1993... Il faudra donc payer. Les écologistes veulent d'ailleurs imposer des taxes sur l'eau et l'énergie, produits pour lesquels il n'y a pas d'alternative. Dès à présent, on s'aperçoit que les partis bourgeois et les entreprises rejettent le principe de l'écotaxe

ou ne l'acceptent que sous une forme mitigée et profitable pour eux. Sans doute invoqueront-ils, après l'approbation de la réforme de l'Etat des dizaines d'arguments pour bloquer l'application (conséquence) des écotaxes. A cet effet, les «écobalances» leur seront très utiles. Celles-ci comparent les différents produits en fonction de leur effet nocif pour l'environnement et sont particulièrement sujettes à des interprétations subjectives. En outre, à supposer que les écotaxes soient véritablement appliquées, elles frapperont sans aucun doute une partie des socialement faibles. Et même du point de vue écologique, le résultat de l'écotaxe sera maigre, surtout pour des partis qui, jusqu'à une date récente travaillaient politiquement avec des «points de rupture». En plus les Verts, en accordant leur soutien au (mauvais) accord communautaire, dont l'écotaxe fait partie, ouvriront la voie à la continuation de la poli-

tique antisociale du gouvernement Dehaene-Coëme.

THIERRY WARMOES

(1) Eviter l'écotaxe c'est économiser au détriment de l'environnement. Les Verts dans le Parlement européen, 1992, p. 3. (2) «Les Ecotaxes sur les boissons: 5.688 frs. par membre de la famille». Het Laatste Nieuws, 27.10. «L'Institut belge de l'emballage considère l'écotaxe comme un marchandage communautaire». De Standaard, 10.10. «Inflation de 5% à cause de l'écotaxe». DS, 24.10 (3) Bladgroen, année 11, n° 22, 13.11. (4) Pas d'écotaxe sans alternative. Annonce de presse Agalev, 26.10. (5) Theo Kelchtermans. MINA plan 2000. Analyse..., 1989, p. 136 et 140. (6) Milieuarma, octobre 1992, p. 10-11. (7) Humo, 29.10. (8) De Morgen, 26.10 (9) De Morgen, 16.11. (10) La tromperie de l'écotaxe, De Standaard, 28.10.92.

POUR SUIVRE:  
Sous le socialisme,  
pas d'emballages à jeter!

## GRÈVE À L'HÔPITAL UNIVERSITAIRE DE GAND

## Aux soins intensifs, c'est intenable!

«Davantage d'opérations lourdes, des transplantations en tous genres, de nouveaux appareils, de nouvelles techniques, de nouveaux départements intensifs... mais le nombre de personnel reste inchangé! Aux soins intensifs, ce n'est plus tenable.» Voilà ce qu'on pouvait entendre au piquet, devant l'UZ (Universitair Ziekenhuis) de Gand, quand les 200 membres du personnel des Services Intensifs ont débrayé, le lundi 16 novembre. Les semaines précédentes, plusieurs actions ponctuelles avaient déjà eu lieu. Si les revendications ne sont pas rencontrées, il y aura grève tous les lundis, à partir du 30 novembre.

«Nous sommes sans cesse déplacés d'un département à l'autre. On modifie nos horaires, on nous impose des heures supplémentaires. Il est tout à fait impossible de prendre congé. Nous sommes à bout!» La solution est évidente: il faut engager. Pour le moment, le chiffre du personnel est même en dessous de la «norme budgétaire», la norme officielle en fonction de laquelle les hôpitaux sont subsidiés. Mais la norme officielle ne répond plus non plus à la masse croissante de travail. En septembre déjà, des revendications avaient été formulées et des actions avaient été menées. Le personnel exige surtout que la norme du personnel soit revue à la hausse par des engagements supplémentaires et que le soutien logistique soit étendu (personnel administratif, aides hospitalières,...).

## La direction s'en prend au droit de grève

La direction de l'hôpital n'est pas disposée à rencontrer ces exigences. Lors d'une audience avec le personnel, elle a demandé de la «compréhension» face à la baisse des revenus de l'hôpital, due à la diminution de l'intervention de l'Etat. Mais le personnel n'est pas du tout disposé à combler les déficits. La direction doit prendre elle-même ses responsabilités à l'égard des autorités subsidiaires. Elle doit prendre au sérieux les plaintes répétées du personnel à propos de la surcharge de travail. Les grévistes ont distribué des tracts et ont vendu des «cartes de soutien» symboliques pour faire passer le message: si le démantèle-

ment social se poursuit, le personnel nécessaire devra être financé de cette manière. La direction a considéré l'action de manière moins ludique et a refusé un accord avec les syndicats visant à assurer les «besoins vitaux» en matière de soins de santé pendant la grève. Elle a réagi en exigeant que plus de personnel soit présent que lors d'un jour de travail normal, portant ainsi atteinte au droit de grève. Une centaine de personnes sont quand même venues renforcer le piquet.

## Le gouvernement étrangle les soins de santé

Le personnel n'est pas seulement en opposition avec la direction de l'hôpital mais aussi avec le gouvernement et le patronat qui veulent réaliser des économies draconiennes sur les salaires et les appointements et sur les allocations sociales. En même temps que le budget 1993, le gouvernement a établi un plan de croissance pour le secteur des soins de santé. Il veut fixer la croissance réelle des dépenses (hors inflation) à 3,5%, contre 5% les cinq dernières années.

De cette façon, le secteur des soins de santé recevra 5,4 milliards de moins en 1994, l'année suivante 11,6 milliards et en 1996 18,7 milliards de moins!

Parce que l'intervention de l'Etat a été bloquée à 192 milliards pour l'ensemble de la sécurité sociale, on cherche à épargner par des «assainissements structurels» dans l'assurance-maladie. L'ébauche de cet assainissement structurel a été donnée par le Plan Moureaux, ministre des Affaires sociales. Moureaux veut:

\* enterrer le plan pluri-annuel pour le personnel du secteur de la santé. Donc, par d'engagements supplémentaires, pas de remplacement immédiat des malades, pas de programmation de la réduction de la durée du temps de travail, introduction de l'assurance-dépendance (pour financer l'aide aux personnes âgées), systèmes d'assurance particuliers en remplacement de la sécurité sociale.

## Tout l'hôpital, tous les hôpitaux

A la lumière de ces plans, il faut avancer des revendications solides. En ce qui con-

cerne la norme de personnel, il faut en revenir aux revendications de la grande grève des blouses blanches. Transposé au secteur des soins intensifs, cela représente un travailleur par lit, au lieu d'un travailleur pour 2 ou 3 lits occupés. La revendication d'une réduction programmée du temps de travail jusqu'à 32 heures par semaine, avec maintien de salaire et engagements compensatoires, doit aussi être rétablie. Cette problématique dépasse du reste le cadre de soins intensifs. Tout l'hôpital, toutes les catégories de personnel, tous les hôpitaux y sont confrontés. Donc il faut préparer d'autres grèves de 24 heures. Le personnel des



Les revendications du personnel hospitalier de Gand (partout la situation est identique!) ne pourront être réalisées que si le gouvernement va prendre l'argent nécessaire aux soins de santé, à la sécurité sociale, etc. dans «d'autres poches»: celles des riches.

hôpitaux doit se préparer à se mettre en grève par solidarité avec d'autres secteurs contre les mesures budgétaires du gouvernement, qui ne manqueront pas de provoquer des tensions sociales dans les mois et années à venir. Il est bon que le personnel de

l'UZ n'accède pas à la demande de la direction de manifester de la «compréhension» pour la situation financière difficile de l'hôpital. D'où l'argent doit-il venir? Les revendications du personnel hospitalier sont justes, elles ne peuvent être

réalisées que si le gouvernement s'attaque aux riches de ce pays. C'est ce que fait l'alternative budgétaire du PTB.

LYDIE NEUF COURT

## ST CAMILLUS - ANVERS

## La direction isole un délégué

«La direction m'a placé dans un autre service où je ne vois que peu de gens. Je ne l'accepte pas. Comme ça, je ne peux pas faire mon travail de déléguée comme il se doit. La direction n'a pas le droit». Depuis 13 ans déjà, Anne Michielsens est infirmière à St Camillus. L'an passé, elle a été élue comme déléguée syndicale et membre du conseil d'entreprise. Elle était active lors des grèves de l'été dernier et, de toute évidence, c'est pour cela qu'elle est «punie».

Tu travaillais depuis trois ans au service d'enregistrement (où sont introduits les codes pour le ministère). Pourquoi l'a-t-on déplacée?

Anne Michielsens. L'an dernier, je me suis présentée lors des élections syndicales et j'ai été élue. J'ai pris mon travail syndical très au sérieux et je me suis donc présentée très régulièrement aux réunions syndicales. La direction m'avait déjà fait une

remarque à ce sujet, mais tout correspondait parfaitement aux heures syndicales. Je n'avais jamais eu de remarques à propos de mon travail professionnel. C'est pourquoi mon déplacement m'a beaucoup surpris.

La grève de juin dernier a été bien suivie à St Camillus. Y as-tu été pour quelque chose?

Anne Michielsens. Oui, peut-être. Pour mon travail, je devais être chaque jour dans tous les services, j'avais donc beaucoup de contacts avec le personnel. J'en profitais pour diffuser les appels du syndicat. Cela a fait que nous avons organisé la grève selon les directives syndicales.

Que s'est-il passé?

Anne Michielsens. Début septembre, on m'a notifié que désormais je serais affectée à un autre service. Là, je serais plus isolée. Je ne pouvais pas l'accepter. La direction ne peut pas unilatéralement déplacer un travailleur protégé sans raison

grave. J'ai été tout de suite à mon syndicat. La CNE m'a entièrement soutenue et mes collègues délégués syndicaux ont fait circuler une pétition dans la clinique. Ils ont récolté 200 signatures en 2 jours. La direction a commencé à intimider le personnel. Nous avons organisé une conférence de presse à la porte. La stupeur était aussi très grande dans le groupe d'intérêt régional. On a décidé de passer à l'action le 27 octobre: 26 délégués d'autres hôpitaux anversois sont venus manifester devant

St Camillus. Mais la direction n'a pas plié. Maintenant, je poursuis l'action au plan juridique. J'ai intenté un procès.

Le tribunal ne peut qu'astreindre la direction à des dommages et intérêts. Ce qui ne te rend pas encore ton travail.

Anne Michielsens. Je le sais. Mais je défends une position de principe et je poursuivrai jusqu'à la fin. Je veux obliger la direction à l'expliquer.

RITA REYNERS

## Qu'en pense le secrétaire de la CNE, Ton Harding?

Jeune militante syndicale, Anne Michielsens cherche comment élargir l'espace syndical dans la clinique. Le syndicat n'a pas été consulté à propos de son déplacement et nous la soutenons donc entièrement. La tradition de lutte syndicale est encore très récente dans le milieu hospitalier. S'opposer directement aux diktats de la direction n'est pas encore chose acquise. Loin de là. Mais ce conflit a ouvert les yeux de beaucoup de gens. L'attitude inflexible de la direction et l'intimidation des délégués ne peuvent pas rester impunités. Si nous allons mobiliser les gens pour le procès d'Anne? C'est une bonne suggestion...

## Adresses de contact du Parti du Travail de Belgique (PTB)

■ Secrétariat national, Bo M. Lemonnier 171, boîte 2, 1000 Bruxelles 02 5137760 ■ Secrétariat national Rebelle, Bd M. Lemonnier 171, boîte 11, 1000 Bruxelles 02 5131095 ■ Anvers, Mutsaertstraat 21, 2000 Antwerpen 03 2252893 ■ Bruges, Ezelsstraat 36, 8000 Brugge 050 334207 ■ Bruxelles, Bo M. Lemonnier 171, boîte 2, 1000 Bruxelles 02 5137760 ■ Charleroi, BP 1692, 6000 Charleroi ■ Courtrai, Veldstraat 214, 8500 Kortrijk 056 217530 ■ Deurne, Sint-Rochusstraat 59, 2100 Deurne 03 3223027 ■ Gand, Zonderhaamstraat 50, 9000 Gent 091 243901 ■ Genk, Kemkesstraat 5, bus 12, 3600 Genk 089 362890 ■ Hasselt, Waterlostraat 32, 3500 Hasselt 011 210311 ■ Herstal, Rue de l'Economie 34, 4040 Herstal 041 647333 ■ Hoboken, Oudestraat 37, 2860 Hooboken 03 8280243 ■ Liège, Chaussée des Prés 19, 4020 Liège 041 439780 ■ Louvain, Naamsestraat 178, boîte 4, 3000 Leuven 016 239430 ■ Malines, Hanswyckstraat 64, 2800 Mechelen 015 420666 ■ St-Niklaas, Moerlandstraat 7, 9100 St-Niklaas 03 777 588 ■ Seraing, Rue Camille Lemonnier 112, 4100 Seraing 041 377041 ■ Turnhout, Patrijzenstraat 22, 2300 Geel 014 586724 ■ Vilvorde, Spiegelstraat 15, 1800 Vilvoorde 02 2515889 ■ Zelzate, Groenplein 19, 9060 Zelzate 091 449244



# Et après le 24 novembre?

Avec Rebelle, MML et les Pionniers, nous avons travaillé pendant un an avec la pétition Objectif. Autour et dans les écoles, les unifs, sur les marchés, près des gares... Lors de notre journée de lancement, nous avons pu rassembler 20.000 signatures, notre action bus à travers la Belgique et le train-tram-trolley trip pour Objectif en ont apporté encore 7.000. Ainsi, le 24 novembre, nous pourrions en remettre encore 20.000. Maintenant, il faut encore faire passer la proposition de loi. Pour ça, il faudra à nouveau travailler dur. La lutte contre le racisme et le fascisme ne s'arrête pas! Envie de participer? Ecris-nous, téléphone-nous!

Avec les Pionniers, ensemble contre le Racisme  
Week-end de Noël

Tous ensemble, contre le racisme pour tous les pionniers (de 6 à 13 ans) dans la région d'Anvers. Du 20 au 23 décembre. Participation aux frais: 2.000 frs.

Veux-tu devenir moniteur?

Nous te donnons l'occasion de participer à une formation de base de moniteur pour jeunes. En fin de cours, tu recevras une attestation officielle. Du 26 au 31 décembre, au centre de formation Destelheide, à Dworp. Participation: 2.000 frs.

Rebelle et MML nourrissent de grands projets

A noter dès à présent!

Londres

du 23 au 26 février sur les barricades de Brixton accompagnés par Linton Kwesi Johnson. Les invasions de l'Empire britannique au musée Imperial War. Salaam Bombay à Londres, journée de rencontre avec la communauté indienne. P.A.F.: 3.000 FB

Au camp

10 jours de camp de Rebelle et MML contre le racisme et le fascisme du 2 au 10 avril inclus.

Vivre dans des petits groupes, y travailler contre le racisme. La créativité au service de la lutte... Randonnée de survie de deux jours. Entrer dans les détails du fascisme, de l'antifascisme, du socialisme et du communisme. Visite d'usine, les ouvriers, nos camarades. Mais aussi sport, musique, boum. P.A.F.: 4.000 FB.

Brigade Malcolm X

Rebelle à Los Angeles du 5 au 30 juillet. Un de tes rêves? Il peut se matérialiser. Mais bien pour détruire l'illusion du rêve américain. De Colomb à nos jours: 500 ans de colonisation, d'esclavage, de génocide, de racisme, de chômage, d'exploitation. De Colomb à nos jours: 500 ans de résistance des Indiens, des noirs, des chicanos et des blancs pauvres. Malcolm X, un symbole, est à nouveau vivant à Los Angeles. P.A.F.: 40.000 FB.

Brigade Che Guevara

Rebelle et MML au travail à Cuba du 5 au 30 juillet.

Cuba, un pays socialiste qui se tient debout face au boycott, à l'embargo et à l'encerclement des Yankees. Cuba, un pays socialiste qui s'organise: médecine gratuite, enseignement gratuit, des bicyclettes au lieu de voitures qui consomment de l'essence. Cuba nous invite à travailler, avec des jeunes cubains, pendant 2 semaines, aux champs.

Cuba nous invite à participer ensuite, à une découverte du pays. P.A.F.: 35.000 FB.

Brigade Intifadah

Rebelle et MML en voyage de solidarité à travers la Palestine du 5 au 30 juillet.

La Palestine reste colonisée, occupée par les dirigeants et les colons sionistes. Des millions de Palestiniens vivent dispersés dans le monde entier, comme réfugiés, expulsés de leur pays. Des centaines de milliers de Palestiniens vivent comme des réfugiés dans leur propre pays, à Gaza et en Cisjordanie. Leur lutte est une lutte pour la libération et l'indépendance. Le processus de paix est une manoeuvre de diversion: Israël est toujours l'occupant, la Palestine est toujours occupée. Le peuple palestinien se trouve devant un nouveau défi: aiguïser l'intifadah, construire un Etat indépendant et autonome. Jeunes pour la Palestine organise un voyage de solidarité à travers les territoires occupés, Rebelle et MML participent. Toi aussi? P.A.F.: 35.000 FB.



## Université d'Hiver pour jeunes

en collaboration avec Parole aux Jeunes  
Du samedi 26 décembre à 10h au mercredi 30 décembre à 17h

Cette université d'hiver t'offre le choix entre:

1. L'histoire de la construction et du déclin du socialisme en Union soviétique  
Texte de base: «La contre-révolution de velours». Auteur: Ludo Martens
2. L'histoire de la lutte pour la libération et le socialisme en Chine.  
Texte de base: «Le déluge du matin». Auteur: Han Suyin.
3. Les principes de base du marxisme-léninisme  
Participation aux frais: 1500 frs + argent de poche.

# Gand s'apprête à fêter la victoire

En guise de lancement de la semaine d'action d'Objectif 479.917 pour les droits égaux, Rebelle et le Mouvement Marxiste-Léniniste de Gand ont organisé, le mercredi 18 novembre, une manifestation réussie à laquelle 400 jeunes ont participé. Côte à côte, des jeunes belges et un large groupe de jeunes turcs et marocains ont crié leur colère et leur dégoût du «Vlaams Blok, nazi-blok» et des actions terroristes du NSV à l'université de Gand. A la maison communale, nous avons clairement fait comprendre aux partis bourgeois qu'on ne peut stopper la peste brune qu'en accordant aux immigrés des droits politiques et sociaux égaux. Ce que nous avons encore bien illustré par une action-éclair à la fin de la manif — deux calicots géants ont été hissés sur l'église du Koormmarkt — puis par le speech de clôture.

Nous avons vendu 44 enveloppes contenant le n°47 de Solidaire et les documents sur le racisme et le fascisme et nous avons fait 17 abonnements à l'essai. Nous avons récolté 1.000 frs de soutien pour Objectif et distribué de nombreuses

listes de pétition à faire signer à l'unif et dans les écoles.

Nous avons appelé les jeunes à participer au dernier week-end d'action d'Objectif et à préparer, dans les écoles et à l'université, la journée d'action du 24 novembre pour l'égalité des droits. Le 24 novembre ne passera certainement pas inaperçu à Gand: une manifestation est prévue dans l'avant-midi et un meeting d'Objectif à Blandijn dans l'après-midi.

Lors du meeting, des immigrés, des réfugiés et des victimes de la terreur fasciste viendront témoigner. Puis, il y aura un débat sur la proposition de loi d'Objectif 479.917, avec Frank Vandembroucke du SP et Norbert Van Overloop, porte-parole d'Objectif. Après le meeting, nous nous rendrons naturellement à Anvers, à la Fête de la victoire d'Objectif. Pour fêter 479.917 fois OUI à l'égalité des droits!

LIFE



## Refus d'inscrire un réfugié et ses enfants à Verviers!

Mustafa est un Kurde de nationalité turque. A la dernière réunion de Rebelle, il nous a raconté son histoire.

Fuyant son pays pour des raisons politiques (soulèvement des Kurdes contre l'Etat turc), il arrive en Belgique le 24/09/91 où il s'est déclaré candidat réfugié politique. Un an après, la demande est toujours en suspens, ayant déjà été rejetée une fois. Cette année, Mustafa s'est fait prendre à deux reprises ses papiers (par la police des étrangers et la police communale) sans qu'on les lui rende. Cependant, Mustafa se retrouve depuis près de 3 mois sans revenu et ses enfants n'ont pas le droit à l'enseignement à cause de son manque de papiers!

Comment peut-on laisser quelqu'un sans ressource, comment peut-on refuser le droit à l'enseignement à des enfants dans un pays où l'on arrête pas de parler des droits de l'homme?

## A l'action!

Je m'appelle Mariane et j'ai 13 ans. L'année passée, je ne m'intéressais pas beaucoup au racisme. Et puis il y a eu Objectif 479.917 et je me suis dit que ça ne servait à rien de rester assise et de dire «c'est dégeulasse». Alors je me suis un peu secouée et j'ai décidé de faire signer la pétition. Au début je n'osais pas demander aux gens s'ils voulaient signer, mais j'ai pris le taureau par les cornes et malgré le fait que je m'y suis prise un peu tard, j'ai réussi à récolter 122 signatures dans mon école.

Quelques élèves m'ont demandé des pétitions pour aussi les faire signer. Je vais continuer à faire signer dans la rue, parce que ça a beaucoup d'importance pour moi.

MARIANNE

## Au «taggeur» sans défense

Cette nuit, on a braqué une arme sur mon fils.

Cette nuit, deux policiers en civil m'ont réveillé vers 3h.

Ils ont attrapé mon fils de 14 ans en train de «tagger» tout seul.

Ils me disent tout, qu'il faut signer et patate et patate — ce que je ne ferai pas — mais une chose qu'ils ne me disent pas:

Cette nuit, on a braqué une arme sur mon fils.

Mon fils, voilà seulement 14 ans que le sang coule dans tes veines.

Combien y en a-t-il au monde dont le coeur s'arrête après un coup fatal?

A Rio, Los Angeles, Manille ou Mexico? Et celui qui a braqué l'arme?

Lui a-t-on appris à braquer son arme sur des voyous professionnels comme les banquiers qui s'enrichissent de la dette de l'Etat?

Lui a-t-on appris à braquer son arme sur des financiers qui se sont enrichis sur le dos de dizaines de milliers de sidérurgistes ou de mineurs qui ont perdu leur emploi?

Non, ils ont seulement le courage de braquer leur arme sur toi, gamin de 14 ans, que tu sois belge ou immigré, pour un simple «tag».

Un papa révolté comme toi...

## Ensemble contre le racisme contre le fascisme nous continuons le combat

Nom: .....

Rue et numéro: .....

Commune et code postal: .....

Téléphone: .....

Ecole/club/organisation: .....

Age: .....

- O je veux m'inscrire pour l'université d'hiver et je paie 500 F d'acompte
  - O je commande ... ex. du livre La contre-révolution de velours, de Ludo Martens et je paie 598F (+ 18F de port)
  - O je commande ... ex. du livre "Le déluge du matin", de Han Suyin et je paie
  - O je veux recevoir Solidaire 5 semaines gratuitement (abonnement à l'essai)
  - O je veux m'inscrire pour, et je paie 500F d'acompte
    - O Londres
    - O Au Camp
    - O C'est du belge
    - O week-end de Noël
    - O je commande ... exempl. du papier d'emballage antifasciste des pionniers (4 pour 100 frs.)
    - O je commande ... ex. du pin de Rebelle(80fr)
    - O je commande ... ex. du nouvel autocollant "Nie wieder faschismus" (5 francs)
    - O je commande ... ex. de l'autocollant "Nie Wieder faschismus" (3 pour 1 franc)
    - O je commande ... ex. de l'autocollant «Forts ensemble» (3 pour 1 franc)
    - O je commande ... ex. du badge «Belges Immigrés mêmes droits» (60 francs)
    - O je commande ... ex. du badge «Rock Against racism» (30 francs)
    - O je commande ... ex. du badge Che Guevara «Cuba Socialista Vencera» (50 francs)
    - O je commande ... feuilles de la pétition Objectif 479.917
    - O je commande ... ex. du Petit Livre Rouge de l'Antiraciste (50 francs)
    - O je commande ... ex. du dossier de Solidaire «Histoire du racisme et du fascisme»
    - O je commande ... ex. de la fard de présentation des activités du PTB
    - O j'insère ... francs pour le matériel commandé, comme acompte, comme soutien financier.
- A renvoyer à Rebelle, boulevard Lemonnier 171, 1000 Bruxelles  
téléphone: 02/513.10.95.

Le programme du Vlaams Blok en septante points (1ère partie)

# La voie vers la purification ethnique

Le samedi 6 juin 1992, le Vlaams Blok a tenu un colloque sur le thème: «Immigration, l'Occident devant le choix». Il y a présenté son fameux programme en septante points. En même temps, le Vlaams Blok a publié une brochure intitulée «Immigration, le prix à payer! Aspects socio-économiques du problème des étrangers». Les fascistes y arrivent à la conclusion que le prix à payer par la Belgique pour la présence des immigrés s'élève à 122.123.175.000 francs par an. Dans une série d'articles, nous répondons à cette propagande raciste. Ce premier article analyse la rhétorique du droit du sang et du sol dispensée par le Vlaams Blok et sa politique du «diviser pour régner».

Alors que Dewinter et sa bande publiaient les projets du Vlaams Blok, Dehaene réunissait le sommet du gouvernement dans un château bruxellois. Enjeu de l'opération: le budget, devenu, au fil des ans, un euphémisme pour *mesures d'austérité*. Les excellences y jonglent avec les milliards. A l'avance, tout le monde en connaît l'issue: de nouveaux sacrifices imposés à la population. Ouvriers et employés, malades et invalides, chômeurs et pensionnés, tous savent qu'ils seront à nouveau les victimes. Le mot d'ordre qui prédomine l'opération d'assainissement budgétaire est: *on ne touche pas aux riches*. La population est indignée. Et Dewinter annonce son plan... le moment est bien choisi!

Son message se résume à ceci: «En réalité, le gouvernement n'a pas besoin d'assainir le budget! Les étrangers nous coûtent à nous, contribuables, plus de 122 milliards par an. Annuellement, les étrangers touchent 104 milliards d'allocations sociales. Il suffit de les expulser, et il ne faudra plus économiser». La relation est d'ailleurs établie explicitement: «Alors que le gouvernement Dehaene impose des restrictions à notre population, entre autres des mesures d'austérité aux personnes âgées» (1). Le Vlaams Blok profite de la colère justifiée de la population pour la diriger contre les immigrés. De sorte que les vrais coupables, les riches, restent hors d'atteinte. Ces derniers se réjouissent de constater que les immigrés, qui subissent au même titre que toute la population, en tant que victimes, les effets des mesures du gouvernement, sont désignés du doigt comme coupables. Ils se félicitent de voir comment la classe ouvrière se trompe d'ennemi et cherche l'adversaire dans ses propres rangs. Dewinter reçoit une tape amicale dans le dos. Il a bien accompli sa tâche.

## Droit du sang et droit du sol

L'idée de base du Vlaams Blok, c'est que les immigrés constituent un danger pour la Belgique, pour l'identité du peuple et l'identité culturelle de la Belgique et de la Flandre. C'est la raison pour laquelle il rejette l'idée de l'intégration (proposition 6). La pensée d'Hitler était identique lorsqu'il déclarait: «Toutes les grandes ci-

vilisations du passé ont disparu pour la simple raison que la race originale et créatrice mourait suite à la contagion du sang» (2). Personne ne s'étonnera de retrouver les mêmes idées chez Le Pen. Ce dernier considère que les immigrés sont une menace pour l'identité nationale des Français. «La surpopulation étrangère est aujourd'hui le facteur principal des déséquilibres et partant, des désordres de notre société: chômage, insécurité, fiscalité, surcharge des systèmes sociaux, faillite de l'éducation nationale, pénuries de logement, etc.» (3). «L'immigration condamne la population à devenir minoritaire dans son propre pays... C'est l'existence même du peuple qui est en cause» (4). «Ce sont les étrangers musulmans qui veulent aujourd'hui imposer leurs coutumes: aujourd'hui, les mosquées et le port du voile à l'école, demain la polygamie et la loi coranique pour le mariage, l'héritage et la loi civile» (5). «L'islam est incompatible... avec une conception chrétienne du monde... Les deux religions s'excluent mutuellement» (6). Dewinter veut éviter à tout prix que la Flandre ne devienne «une région multiraciale et pluriculturelle». Un peuple, une race, une région, voilà le mot d'ordre. «L'immigration massive à partir des pays du tiers monde vers l'Europe occidentale en général et la Flandre en particulier constitue un danger réel pour l'identité de notre peuple. La politique d'intégration et d'assimilation menée par le gouvernement conduit inévitablement à une société multiraciale et pluriculturelle. Si nous souhaitons préserver le caractère propre de notre peuple et notre identité culturelle, il est urgent de prendre un certain nombre de mesures concrètes» (7). La jeunesse belge doit être imprégnée dès la prime enfance de cet étroit nationalisme. La proposition 17 de Dewinter veut supprimer l'éducation mondialiste et multiraciale dans les écoles. Il faut mettre fin à cet *endoctrinement* et «dans l'enseignement, il faut à nouveau souligner l'identité et la culture propre de notre peuple» (8). La voie aux épurations ethniques est ouverte. Ces mêmes idées nationalistes étroites sont propagées par le député CVP M. Didden. Celui-ci déclarait au au Conseil flamand le 29 juin dernier: «Il n'est pas question d'intégration lorsque

la société adopte une forme entièrement multiculturelle. Il ne faut pas que ce qui a été construit avec beaucoup de peine dans notre pays par la communauté culturelle flamande disparaisse en quelques décennies dans une osmose de différentes cultures» (9). Filip Dewinter s'est félicité de ces propos du député social-chrétien: «A côté des éléments négatifs que j'ai notés lors de ce débat, j'ai entendu défendre un seul point positif. Aussi avons-nous applaudi à cette intervention. Ce n'est certainement pas l'effet du hasard que l'auteur de ces propos s'appelle Didden, nom qui ne comporte que deux consonnes différentes de celui de notre président (Dillen, nldr). Au nom du CVP, il a fait pour la première fois une distinction entre intégration et société multiraciale. Mais ses propos ont immédiatement été corrigés par le Ministre président Van den Brande et le Ministre Demeester. Car les partisans d'une telle société multiraciale abusent de l'intégration comme d'un cheval de Troie pour pérenniser la société multiraciale dans notre pays. Monsieur Didden, je suis heureux que vous ayez fait cette distinction» (10).

## Notre peuple d'abord = le peuple riche d'abord

De plus en plus, il est admis que les cotisations des immigrés sont indispensables pour le paiement des pensions. Les immigrés constituent une population jeune. Leur travail et leurs contributions à la caisse des pensions permettront de continuer à verser une pension à notre population. Dewinter le sait. Mais la solution qu'il propose démontre combien il se soucie de notre peuple. «Le fait qu'un système de pensions soit payable ne dépend pas uniquement du nombre de ceux qui cotisent, mais également du système lui-même. Il est clair, et il faut qu'on s'en rende compte, que de toute façon, avec une population vieillissante, le système de répartition existant ne sera plus payable à l'avenir, avec ou sans immigrés. Il faudra inciter la génération actuelle à constituer sa propre pension (lisez: épargne pension, nldr), si elle veut être en mesure de maintenir le niveau de vie acquis» (11). Le résultat, c'est que seuls les riches pourront s'assurer une vieillesse tranquille. Pour les autres, les ouvriers, les employés, les chômeurs, les invalides, la pension signifiera le passage à la mendicité.

Le racisme comme moyen de diviser la classe ouvrière et de casser la sécurité sociale. Ce n'est pas nouveau. Karl Marx constatait déjà: «En deuxième lieu, la bourgeoisie anglaise n'a pas seulement exploité la misère irlandaise pour rabaisser, par l'immigration forcée des pauvres Irlandais, la classe ouvrière en Angleterre, mais elle a en outre



Tels maîtres (ici à Berlin, durant la guerre)...

divisé le prolétariat en deux camps hostiles. Le feu révolutionnaire de l'ouvrier celtique ne se combine pas avec la nature solide mais lente de l'ouvrier anglo-saxon. Il y a, au contraire, dans tous les grands centres industriels de l'Angleterre, un antagonisme profond entre le prolétaire irlandais et le prolétaire anglais. L'ouvrier anglais vulgaire hait l'ouvrier irlandais comme un compétiteur qui déprime les salaires et le standard de vie. Il sent pour lui des antipathies nationales et religieuses. Il le regarde à peu près comme les blancs pauvres des Etats méridionaux de l'Amérique du Nord regardent les esclaves noirs. Cet antagonisme parmi les prolétaires de l'Angleterre elle-même est artificiellement nourri et entretenu par la bourgeoisie. Elle sait que cette scission est le véritable secret du maintien de son pouvoir» (12).

Le racisme classifie les gens sur base de leur origine nationale. Les nationalités sont dressées les unes contre les autres. Les épurations ethniques et la terreur en sont la conséquence logique. A qui cela profite-t-il? Uniquement aux riches. Les antiracistes adoptent une attitude de classe. Ils subdivisent la société non selon la nationalité, mais selon la classe à laquelle on appartient. Face à la division provoquée par le racisme, il n'y a qu'un mot d'ordre: unité de la classe ouvrière, de tous les travailleurs, face à la politique anti-sociale du gouvernement, contre le capitalisme, contre l'impérialisme. Les immigrés font partie intégrante de la classe ouvrière. Comme l'ensemble de la classe ouvrière, ils sont les victimes de la politique gouvernementale. Comme l'ensemble de la classe ouvrière, ils sont les victimes des fermetures,

des licenciements, des restrictions salariales, de la flexibilité. Si les travailleurs belges considèrent les travailleurs immigrés comme des adversaires et des intrus, la bourgeoisie applaudira à cette division et aura beau jeu d'imposer sa domination. Les travailleurs belges et immigrés, wallons et flamands ont un intérêt de classe commun et un ennemi de classe commun: la bourgeoisie et le gouvernement. Tant que les ouvriers se battent entre eux, le véritable ennemi reste hors d'atteinte. Toute la classe ouvrière doit s'unir, au-delà des nationalités, dans la lutte contre la bourgeoisie.

NORBERT VAN OVERLOOP

(1) Immigratie: de oplossingen! 70 voorstellen ter oplossing van het vreemdelingenprobleem, p. 33. (2) Cité dans Solidaire n° 47, 1991, p. 9. (3) Le Pen dans *Présent*, 9 novembre 1990, cité dans Celsius, n° 47, février 1992, p. 8. (4) Le Pen, La France est de retour, p. 133, cité dans Celsius, n° 47, février 1992, p. 7. (5) Mégret B., «Immigration: mise au point du Front National» 26.10.1989, cité Celsius, n° 47, février 1992, p. 7. (6) Le Gallou J.Y. «La préférence nationale: réponse à l'immigration», Paris, Albin-Michel, p. 54, cité dans Celsius, n° 47, février 1992, p. 8. (7) Immigratie: de oplossingen! 70 voorstellen ter oplossing van het vreemdelingenprobleem, p. 7. (8) Immigratie: de oplossingen! 70 voorstellen ter oplossing van het vreemdelingenprobleem, p. 10. (9) Conseil flamand, *Handelingen* n° 20, 9 juin 1992, p. 616. (10) *Ibid.*, p. 629. (11) Immigratie: de oplossingen! 70 voorstellen ter oplossing van het vreemdelingenprobleem, F. Dewinter, p. 38. (12) Karl Marx, in «Note Confidentielle», repris dans «Textes sur le Colonialisme», Marx & Engels, Editions du Progrès, 1977, p. 321.

# Un an de violence raciste et fasciste

Violence et terreur constituent la caractéristique essentielle des partis fascistes. Les pogroms racistes en Allemagne en sont un triste exemple. Mais en Belgique aussi, on prépare les esprits. Et c'est dans un langage militariste que Dewinter parle de ses tâches.

«La colonisation inverse a commencé. Les 17 millions d'étrangers résidant en Europe sont le cheval de Troie de l'islam» (1). «L'islam se présente comme le nouvel ennemi de l'Occident. La cinquième colonne de l'islam est déjà massivement présente sur notre territoire» (2). «Des quartiers entiers de nos métropoles sont devenus des ghettos nord-africains ou turcs. Rue après rue, quartier après quartier, les musulmans s'emparent de nos villes. La colonisation de la Flandre et de l'Europe est effectivement commencée» (3). Une politique de reconquête est nécessaire: «Etant donné qu'ils habitent déjà dans des quartiers-ghettos, il suffit de leur faire clairement savoir que leur séjour ici est temporaire et qu'ils doivent se préparer au retour. Simultanément, il faut mener une politique de reconquête afin de rendre à notre propre population les quartiers populaires transformés en cashahs et en souks» (4).

C'est de la même manière qu'il faut combattre les communistes ainsi que tout ce qui est de gauche et progressiste. Écoutons Dewinter: «La lutte antiraciste et l'idéologie des "Droits de l'homme" sont habilement utilisées par le mouvement socialiste pour masquer la faillite du socialisme... Le principe de l'égalité et le mondialisme ont toujours fait partie de l'arsenal idéologique socialiste. Ces principes ont aussi été propagés lors de la prise de pouvoir en Russie en 1917 et, plus tard lors de l'instau-

ration des régimes communistes en Europe de l'Est et dans le tiers monde» (5). «Après la chute du Mur et la faillite du communisme, le mondialisme et l'antiracisme sont devenus la nouvelle idéologie politique du socialisme international» (6).

## Les amis de Dewinter pratiquent la violence et la terreur

**Novembre 1991.** Les fascistes fêtent leur victoire électorale à Anvers. Un étudiant en médecine, originaire du Togo, est agressé. Une femme belge et son enfant africain sont menacés par les occupants d'une jeep. Un jeune Marocain, reconnu sur les images télévisées de la manifestation du Front Antifasciste, reçoit des menaces de mort.

**Janvier 1992.** La milice nazie Assaut appelle à agresser les collecteurs d'Objectif 479.917. Le groupe est lié au Vlaams Blok. Des membres d'Assaut et Filip Dewinter sont présents à un meeting international d'AGIR en mars 1992.

**Mars 1992.** Assaut badigeonne la façade et la voiture de Pierre Linotte — marié à une étrangère — de symboles fascistes et du slogan «Mort aux traîtres». A Gand, des dégâts sont commis au Katholiek Universitair Centrum. Une tentative d'incendie échoue. Motif de ces actes: la présence d'affiches antiracistes. Des collecteurs d'Objectif 479.917 sont agressés à la gare de Liège. Deux personnes subissent

une incapacité de travail de plusieurs jours. Un garçon de 12 ans est touché. Les auteurs: des membres du groupe Assaut. Ils sont accusés d'appartenance à une milice privée, port d'armes prohibées, coups et blessures volontaires et constitution de bande. Hervé Van Laethem, dirigeant du commando, est instructeur militaire. C'est un habitué des Pèlerinages à l'Yser et un proche des VNJ-jongeren (Vlaams-Nationale Jeugd, l'organisation de jeunesse du Vlaams Blok). Philippe Snauwaert est militant de Voorpost, un mouvement d'extrême droite dirigé par Francis Vanden Eynde.

**Avril 1992.** Intimidations contre des immigrés à Borgerhout après une commémoration à la mémoire d'Hitler, organisée par André Van Hecke, ancien SS et tête de liste du Vlaams Blok pour le Sénat à Bruxelles en 1981.

Il est le financier de Kosmos — un service de renseignement qui rassemble des données sur «les écologistes, les militants tiers-mondistes et les gauchistes» — président d'honneur de l'asbl Hertog Jan van Brabant et éditeur responsable de Periodiek Contact, la revue de cette association dont l'objectif est de «défendre les véritables valeurs pour lesquelles on a combattu en 40-45 et redresser l'injustice du passé». Koen Jennes est pris en train de placarder des autocollants «Kris Merckx, vernietig hem» (liquidez Kris Merckx), signés de la rune fasciste de l'Ordre Nouveau. Jennes reconnaît avoir été lié à l'action de placardage d'autocollants sur la maison de Kris Merckx et du docteur Jan Cools ainsi que sur des bâtiments de Médecine pour le Peuple à Hoboken, des Mutualités Socialistes, la Maison du Peu-

ple d'Hoboken et d'Hemiksem. Le père de Jennes siège dans les rangs du Vlaams Blok au conseil de district d'Hoboken et occupait la quatorzième place sur la liste de ce parti pour le conseil provincial d'Anvers, lors des dernières élections communales.

**Mai 1992.** De nombreuses vitres d'habitations occupées par des immigrés sont brisées par des jets de pierres enveloppées d'autocollants du Vlaams Blok.

**Juin 1992.** Buisseret est acquitté par la Cour d'Appel d'Anvers pour une agression à main armée et un vol commis sur la personne de deux frères marocains. Le tribunal correctionnel l'avait précédemment condamné à deux ans de prison. A Courtrai, de jeunes fascistes agressent de nuit la maison de la famille marocaine Benamari. Bilan: trois blessés.

**Juillet 1992.** Willem Vermandere est agressé sur la Grand Place à Bruxelles.

**Août 1992.** Mohammed Ghaleb, 31 ans, est abattu de sang froid par le portier, à l'entrée du dancing Bolero, à Bruxelles. Des fascistes badigeonnent les murs du Sint-Annacentrum à Anvers, où est organisée une fête d'Objectif 479.917. Ils s'en prennent aussi au secrétariat anversoïse du PTB. Un immigré kurde est rossé. Pour s'échapper, il saute d'une fenêtre et subit une incapacité de travail de plusieurs jours. Luk Vervaeke, responsable du PTB à Anvers, est agressé par trois hommes, dont deux masqués. Il s'en sort avec une blessure à la tête et une grave commotion cérébrale.

**Septembre 1992.** La façade du théâtre anversoïse De Zwarte Komodie est endommagée. Les vandales visent tout particulièrement

les affiches du spectacle «Pak'em Filip». Six fascistes s'en prennent à coups de couteau à une Zaïroise et à deux Belges. Ils sont inculpés de port d'armes prohibées, de coups et blessures volontaires et de rébellion. Les six sont trouvés en possession de croix gammées, de photos d'Hitler et de littérature fasciste. Ils déclarent «être racistes et antisémites».

**Octobre 1992.** Un commando du NSV (l'organisation étudiante du Vlaams Blok) sous la direction de Rob Verreycken mène un raid contre des militants des Jeunes Socialistes à la bourse du livre alternatif «Het Andere Boek», à Anvers. Filip Staes reçoit des coups à la tête. Ce commando avait déjà provoqué des bagarres lors de la journée de lancement de Hand in Hand à l'université d'Anvers. Le 8 octobre, la chambre du conseil renvoie Rob Verreycken au tribunal correctionnel pour «coups et blessures avec préméditation» sur la personne de Kris Merckx, le 26 octobre 1991. Le même jour, Verreycken avait déjà dirigé un commando qui avait jeté des oeufs sur Paula D'Hondt à Borgerhout. Rob Verreycken est membre du bureau du Vlaams Blok, section de Borgerhout, et militant du NSV. Rob Verreycken est un violent. Le 6 mai 1989, il est impliqué dans l'agression de militants anti-apartheid aux GB de Kapellen et de Borsbeek. Le 20 mai 1989, il inflige des blessures au porte-drapeau de la CGSP lors d'une manifestation du Front antifasciste. Le 12 octobre 1992, le tribunal d'Anvers condamne quatre fascistes, membre du VNG (Vlaams Nationalistische Groep), pour «incendie volontaire commis la nuit et en bande» contre un centre de rencontre marocain de Borgerhout, pendant le week-end du 21 octobre 1990. Le 24 octobre, un collecteur d'Objectif est agressé sur le Meir, à Anvers, par un groupe de membres du NSV, qui lui arrache son matériel de pétition. 30 octobre: le feu est bouté à une maison occupée par des réfugiés, deux Ghanéens et un Bengali, à Steendorp, en Flandre orientale.

**Novembre 1992.** El Ayachi Hamdoui est gravement blessé dans un café anversoïse par des coups de poing américain. La foire du livre d'Anvers reçoit la visite de fascistes qui y sèment la dévastation. A Alost, pendant deux semaines, un collecteur d'Objectif 479.917 est empêché de travailler. A l'université de Gand, le NSV fait honneur à sa réputation de milice privée. Paula D'Hont demande la protection de la police.

NORBERT VAN OVERLOOP

(1) Weg met ons?, Antwoord aan Paula D'Hondt, F. Dewinter, uitg. TYR, p.36. (2) Id., p.37. (3) Id., p.45. (4) Id., p.61. (5) Id., p.19. (6) Id., p.67.



... tels élèves: manifestation VMO, à Anvers, il y a quelques années.

## Projet d'accord interprofessionnel

# Prolongation de la durée du travail

«Oeuvre de civisme», «sens des responsabilités». Voilà comment la presse bourgeoise décrit le projet d'accord interprofessionnel. Selon La Libre Belgique, les patrons feraient preuve de solidarité. Mais notre tableau ci-dessous montre que ces nobles sentiments leur coûteront très bon marché. Quelques cachuètes ainsi concédées serviront aux dirigeants syndicaux pour tenter de cacher leurs capitulations graves...

Tous les commentateurs sont d'accord sur un point: jamais les syndicats n'ont autant concédé dans un accord interprofessionnel: «Les revendications des patrons sont rencontrées d'une manière sans précédent dans l'histoire», écrit De Financieel-Ekonomische Tijd. Et Le Soir: «Pour la première fois dans l'histoire sociale, un accord social accorde largement gain de cause... aux revendications du patronat.»

## Appel à modération

«Les mauvaises perspectives économiques», déclare l'introduction, «l'instabilité des taux de change monétaires, les conséquences négatives des récentes décisions gouvernementales et la modération salariale annoncée dans les pays voisins, incitent à aborder avec prudence la compétitivité fragile des entreprises belges. Les interlocuteurs interprofessionnels demandent expressément aux travailleurs et aux employeurs, de s'inspirer de leur exemple en intégrant dans la négociation la préoccupation quant aux répercussions du coût salarial sur la compétitivité et quant à l'emploi». Une collaboration bienveillante donc des dirigeants syndicaux. Les patrons savent d'ailleurs que le gouvernement garde en réserve la loi sur la compétitivité pour annuler des hausses salariales «exagérées».

## Heures sup flexibles

Actuellement, un travailleur peut prêter un maximum de 65 heures heures supplémentaires, payées 150% mais à récupérer obligatoirement. Les patrons voulaient y ajouter un paquet de 65 heures non récupérables par an. Et, si les secteurs étaient d'accord, on pouvait encore y ajouter un autre paquet de 65 heures. Ce qui, écrit le Financieel Ekonomische Tijd, «revient à une prolongation de fait de la durée du travail et à une flexibilité que peut organiser librement le patron». Finalement, les négociateurs patronaux se sont montrés prêts à accorder 65 heures sup par an, payées 150% et sans obligation de récupération. A condition que les accords sectoriels aboutissent à ce sujet. Une condition jugée peu contraignante par le journal bourgeois: «Vraisemblablement dans bon nombre de secteurs on ouvrira la porte, les syndicats des secteurs n'étant pas prêts à se battre pour les chômeurs». Le journal ajoute

qu'il s'agit d'une «victoire symbolique importante pour le patronat. Pour la première fois, il réussit à faire passer ses revendications sur le terrain de la flexibilité. Certes, les patrons auraient voulu bien plus, mais ils obtiennent là une quasi-prolongation de la durée du travail». D'ici un an, le Conseil National du Travail procédera à une première évaluation. La FEB a déjà averti: «Si les accords sectoriels produisent des résultats insuffisants, alors cela figurera la prochaine fois dans l'accord central.»

## Assouplissement du temps partiel

La demande patronale adressée au gouvernement d'assouplir le temps partiel est soutenue par les négociateurs syndicaux. L'assouplissement porte notamment sur l'obligation pour les patrons de communiquer les horaires cinq jours à l'avance aux travailleurs. Patrons et syndicats exigent ensemble le retrait du projet de loi introduit par le ministre du travail Miet Smet sur la levée de l'interdiction du travail de nuit des femmes. Ce qui gêne les patrons, ce n'est pas la levée de l'interdiction, mais le fait que le ministre entendait limiter les exceptions à l'interdiction qui sont prévues pour les hommes (alors que pour les femmes, elle augmente le nombre de ces exceptions). Les patrons ne sont pour l'égalité que si cela leur assure davantage de flexibilité. Et ils pensent obtenir davantage par la concertation directe avec les syndicats que par la loi. Prépare-t-on une extension de la convention 42 au travail de nuit des femmes?

## Limitation du congé éducatif

Le congé éducatif est un acquis des années 60, offrant aux travailleurs l'occasion d'acquiescer une formation générale aux frais du patronat et de développer des qualifications complémentaires. Cela représente depuis longtemps un caillou dans le soulier du patronat. Dorénavant, il ne sera accordé que pour des formations ayant un rapport direct avec la situation professionnelle et les perspectives du travailleur. Une belle victoire patronale. Même la maigrichonne revendication des 38 heures n'a pas trouvé grâce aux yeux de la FEB et des PME. La réglementation des heures supplémentaires contredit to-

talement les priorités que la FGTB et la CSC venaient de poser quant à l'emploi. A classer dans la rubrique «Pourquoi nous ne faisons pas ce que nous disons».

Au lieu de réduire le temps de travail aux frais du patronat, ce projet avance d'un cran encore vers la redistribution du travail aux frais des travailleurs: des sous-emplois (moitié prépension, moitié travail) et le droit aux interruptions de carrière. Le projet demande que les patrons qui s'engagent suffisamment en faveur des groupes à risques soient exonérés de l'obligation d'embaucher des jeunes stagiaires! Les 0,25% prévus dans l'accord précédent pour la formation des groupes à risques parmi les chômeurs seront prolongés. Un soutien à la philosophie patronale qui attribue la cause du chômage aux chômeurs et non au système. Le projet prévoit qu'une partie de cette

somme, à savoir 0,1%, sera utilisée pour financer le plan d'accompagnement du ministre Smet. Oui, ce plan qui servira de prétexte pour enlever leur allocation à des dizaines de milliers de chômeurs!

## A rejeter

Le 1er décembre, ce projet sera soumis aux instances syndicales nationales. Le PTB pense qu'il faut le rejeter. Il est carrément cynique d'utiliser la solidarité indispensable avec les chômeurs comme monnaie d'échange pour la flexibilité et la régression salariale. Si les négociations n'apportent rien, alors il faut se battre:

Non à la régression salariale et aux carcans. Liberté pour les revendications salariales!

Salaires minimum de 49.000 frs par mois pour chaque travailleur, quels

que soient son âge et son ancienneté!

Halte à la flexibilité. Respect de la journée des 8 heures. Interdiction du travail de nuit et de week-end sauf pour raisons techniques ou sociales impératives!

Semaine de 32 heures avec maintien du salaire et nouvelles embauches à temps plein pour les chômeurs et les temps partiels. Non aux heures supplémentaires; nouvelles embauches!

Une allocation de 60% du salaire brut pour tous les chômeurs, quels que soient leur situation familiale, leur âge ou la durée de leur chômage!

Respectez le congé éducatif!  
Pas de paix sociale!

KRIS HERTOGEN

## La FEB: «Un coût marginal»

### Les nouveaux acquis:

1. Le salaire minimum augmente de 500 frs/mois à partir du 1er septembre 93. Il y a deux ans, la hausse était encore de 1.000 frs. L'âge minimum passe de 21 à 22 ans et le travailleur doit avoir été engagé depuis plus d'un an.
2. Les allocations pour les chômeurs âgés isolés et cohabitants - écartés par suite de prépension - seront augmentées en deux phases de 40 à 60% Au 1er avril 93: 60% pour les isolés et 50% pour les cohabitants. Le 1er décembre 94, 60% également pour ces derniers.
3. Jusqu'à présent pour les «jours assimilés» (absence pour raison de maladie), le pécule de vacances était calculé seulement à 80% du salaire réel avec un maximum de 19.00 frs/jour. La première limite tombe en 93, la seconde en 94.
4. Jusqu'à présent, le patron intervenait dans les frais de transport des employés gagnant moins de 0,9 million/an. Cette limite sera portée à 1,2 million en 93.
5. Des initiatives pour l'accueil des enfants seront organisées sous la surveillance des partenaires sociaux.

### Le coût

Nouveaux acquis	1993	1994	Définitif
Hausse salaire minimum	0,01%	0,03%	Oui
Hausse allocation chômeurs âgés	0,06% (*)	0,11% (*)	Oui
Hausse du pécule vacances	0,17%	(**)	Oui
Intervention transport	0,01%	0,01%	Oui
Accueil des enfants	0,05% (***)	0,05%	Non
Coût total	0,37%		
Coût pour le patron	0,02%	0,14%	

(\*) Grâce à un certain nombre d'économies dans le chômage temporaire, la cotisation patronale pour celui-ci diminue de 0,6%; avec cela, les patrons peuvent payer (une partie de) ce coût.

(\*\*) Entièrement financé par les réserves de la caisse des vacances qui paie le pécule des travailleurs assujettis.

(\*\*\*) La somme d'un milliard prévue pour ces mesures d'accueil en 93 proviendra des réserves du Fonds pour l'Emploi.

Les pourcentages du tableau ci-dessus sont calculés sur la masse salariale du secteur privé qui atteint environ 2.000 milliards. Le coût total des nouveaux acquis sera en 1994 égal à 0,37% (7,4 milliards). Mais une grande partie sera prise dans les fonds de réserves et dans les économies opérées sur le chômage temporaire. Le coût effectif pour le patronat sera de 0,02% en 93 (400 millions) et de 0,14% en 94 (2,8 milliards dont seulement 1,8 définitif). A comparer avec les 780 milliards de bénéfices empochés par les sociétés en 1991, avec les 54 milliards que les budgets 92 et 93 coûteront aux travailleurs l'an prochain et avec les 136 milliards que ces mêmes budgets leur coûteront en 1996! Et pensons que les percées réalisées par les patrons sur le plan de la flexibilité leur rapporteront combien de fois plus que ces «cachuètes»!

Avec Bill Clinton comme prochain président des Etats-Unis

## Nouvelles guerres commerciales en vue

Depuis le 4 novembre dernier, les Etats-Unis connaissent le nom de leur futur président. Ce sera Bill Clinton, le démocrate. Au cours de sa campagne, il avait reçu le soutien de bon nombre d'hommes d'affaires, comme celui des présidents d'Apple (informatique), de Hewlett-Packard (électronique) ou de Du Pont de Nemours (chimie). 556 économistes, parmi lesquels de nombreux prix Nobel, avaient appelé à voter pour lui. Ce rassemblement des milieux d'affaires et des académiques symbolise le besoin pour les Etats-Unis, s'ils veulent conserver un leadership mondial, d'arrêter la politique républicaine menée depuis 12 ans. Mais cette volonté ne peut que se heurter aux deux autres blocs concurrents, l'Europe et le Japon.

La situation aux Etats-Unis est désastreuse sur les plans économique et social. Depuis 1981, les 500 plus grandes entreprises américaines ont supprimé 3,7 millions d'emplois. (1) Le taux de chômage est passé de 5,5% à 7,9% de la population active en deux ans. 40 millions d'Américains n'ont pas d'assurance-maladie. 35,7 millions d'entre eux vivent sous le seuil de pauvreté. La dette fédérale en janvier 1991 se montait à 1.000 milliards de dollars. Elle atteint le quadruple aujourd'hui. Les Etats-Unis sont en train de perdre leur hégémonie en matière économique et ce fait menace leur domination politique et militaire dans le monde.

### Muscler l'Amérique

C'est à ce déclin économique que Clinton veut s'attaquer. «*Ma priorité en politique étrangère sera de redonner sa vitalité à l'économie américaine*», déclara le futur président lors de sa campagne. (2) Le moyen d'y parvenir est de lancer une grande politique industrielle associant l'Etat et les entreprises, à l'instar de ce qui se fait en Allemagne et au Japon. Il s'agit de lancer un vaste programme d'investissements et d'éducation afin de faire redémarrer la machine économique et donner les moyens aux firmes américaines de redevenir compétitives. Le démocrate a annoncé un plan de 220 milliards de dollars de dépenses pour les quatre ans de son mandat, dont 60 milliards pour l'enseignement (former une main-d'œuvre adéquate), 80 milliards pour l'infrastructure et 40 milliards d'exemptions fiscales pour les entreprises qui investissent. Parallèlement, les hommes de Clinton veulent favoriser la production locale pour redynamiser les multinationales américaines. Le mot d'ordre du futur conseiller économique de la Maison Blanche, Robert Reich, professeur à Har-

vard, est: «*Exporter des produits, non pas des emplois*». (3) De même, pour financer le programme de dépenses publiques, les démocrates songent à taxer les bénéficiaires des filiales américaines des multinationales étrangères plus fortement qu'actuellement. Ils pensent ainsi récupérer 45 milliards de dollars.

Bref, c'est un véritable programme pour muscler l'industrie à l'intérieur des frontières des Etats-Unis que la future administration Clinton s'appête à réaliser.

### Plus protectionniste

En ce qui concerne les échanges internationaux, toutes les craintes d'un accroissement du protectionnisme sont justifiées. Traditionnellement, les démocrates sont plus enclins à dresser des barrières douanières. Mais, en plus, la situation les incite à aller dans cette direction. Clinton a déjà annoncé qu'il poursuivrait une politique de «*fermeté sans complaisance à l'égard des pratiques commerciales déloyales des autres pays*». (4) Et George Stephanopoulos, qui a dirigé la campagne médiatique de Clinton, a ajouté: «*Je pense que les Etats-Unis doivent être durs avec les pays qui ferment leurs marchés aux produits américains*». (5) En cause l'Europe et le Japon.

Les démocrates soutiennent totalement les négociations américaines contre la Communauté européenne pour obtenir l'abolition de subventions à l'agriculture en Europe. Ces discussions menées toujours par les diplomates républicains sont arrivées à une impasse. Les Etats-Unis ont décidé, devant le refus européen de démanteler les aides aux paysans, d'imposer des droits d'entrée prohibitifs (200%) sur certains produits agricoles venant d'Europe comme les vins blancs. A ce propos, Clinton a déclaré vouloir poursuivre la même stratégie: «*Que les amis et les ennemis de l'Amérique (...) ne s'y trompent pas, même lorsque l'administration change, l'Amérique a des intérêts fondamentaux qui ne changent pas*». (6)

### Contre le Japon

L'adversaire le plus dangereux aux yeux des Américains, c'est le Japon. Mais, face à lui, une politique d'entraves commerciales ne suffit pas. Ainsi, dans l'automobile, Reagan avait obtenu, dès 1981, des accords de restrictions des exportations de voitures nipponnes aux Etats-Unis. Un an plus tard, démarrait la première filiale japonaise sur le sol américain. Et les pertes de marché des constructeurs américains n'ont pas cessé durant les mandats de Reagan et de Bush. En 1980, les firmes automobiles japonaises détenaient 20% environ du marché américain de voitures particulières. En 1991, ce chiffre

dépassait les 30%. En outre, les trois quarts du déficit commercial américain vis-à-vis du Japon provenaient toujours du secteur automobile.

Ce qu'il faut, c'est empêcher les investissements aux Etats-Unis. Déjà, l'administration Bush a conclu dans le cadre du traité de libre-échange nord-américain avec le Canada et le Mexique (NAFTA) que le contenu local des automobiles devrait être de 62,5% (7) pour avoir le label américain et pour être exempts de taxes douanières. Or, les usines japonaises aux Etats-Unis importent du Japon certains composants clés, ce qui les met parfois un niveau en dessous des 62,5%. Le souci de Clinton est de s'engager dans la même voie. Lors de sa campagne, il a affirmé: «*Nous pouvons ratifier le NAFTA, le traité de libre-échange, à condition qu'il prenne place dans une stratégie économique complète capable de rendre aux Etats-Unis leur compétitivité*». (8)

Mais, les démocrates veulent aller plus loin et contrôler les investissements étrangers sur territoire américain. Ainsi, Clinton est opposé au rachat d'une partie de US Air par British Airways. Il désire également un renforcement de la procédure «*section 301*» qui permet à l'administration américaine de défendre les intérêts des multinationales américaines à l'étranger. Par exemple, en prenant des mesures de représailles contre les firmes qui pratiquent des prix plus bas que leurs concurrents américains.

### Nouvelles tensions commerciales

Avec la crise, cette réorientation de



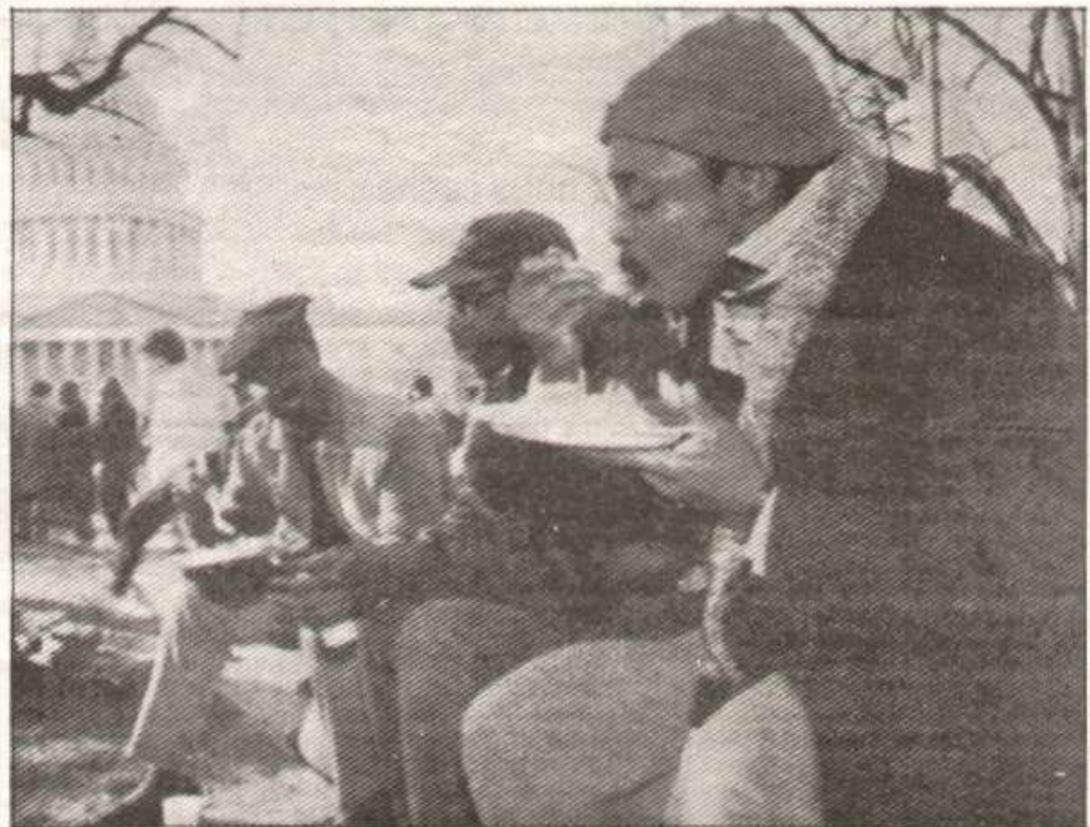
la politique américaine ne peut amener qu'un regain de la guerre économique. Les Etats-Unis veulent, en fait, reconquérir leur marché intérieur et celui du NAFTA, plus vaste encore que celui de la Communauté européenne: 364 millions de consommateurs contre 320 millions en Europe. Mais, les multinationales nipponnes tiennent aussi à prendre leur part. Surtout qu'avec la récession sévère dans l'archipel, elles se tournent vers l'exportation pour compenser la chute de leurs affaires. On estime que, pour 1992, l'excédent commercial nippon atteindra 120 milliards de dollars, un chiffre record, dont 50 milliards avec les Etats-Unis.

Avec l'arrivée de Clinton à la présidence, il ne sera pas aussi aisé pour les capitalistes nippons de progresser. Ce n'est pas pour rien que les deux ennemis économiques de Washington, l'Allemagne et le Japon, souhaitent la victoire de Bush. Et ce n'est pas pour rien que les milieux industriels américains se sont tournés davantage vers Clinton. La crise économique avive les tensions commerciales entre les trois grands blocs économiques de la planète. Chacun essaie de gagner

la compétition au détriment des deux autres. Mais, en même temps, cette concurrence à mort approfondit la crise. Elle se déroule par le biais de vastes restructurations, qui sont indispensables pour être compétitifs par rapport aux autres, mais qui, en même temps jettent à la rue des milliers de travailleurs. Donc, cela réduit le pouvoir d'achat de la population et rétrécit plus encore le marché. On sait où cette lutte entre blocs risque d'aboutir. Lorsqu'une nation ne pourra plus avancer par la voie économique et commerciale, elle utilisera d'autres moyens. C'est ce qu'ont déjà montré les deux premières guerres mondiales.

THOMAS GOUJET

(1) Le Monde diplomatique, octobre 1992, p.14. (2) L'Echo, 5 novembre 1992, p.3. (3) Le Monde diplomatique, octobre 1992, p.14. (4) L'Echo, 10-11 novembre 1992, p.2. (5) Le Monde, 7 novembre 1992, p.17. (6) Le Monde, 7 novembre 1992, p.17. (7) Cela signifie que 62,5% de la valeur de la voiture doivent avoir été fabriqués en Amérique du Nord. Mais, il y a une période de transition de huit ans pour parvenir à ce chiffre. (8) L'Echo, 10-11 novembre 1992, p.2.



35,7 millions d'Américains vivent sous le seuil de pauvreté. Le taux de chômage est passé de 5,5% à 7,9% de la population active en deux ans. 40 millions de gens n'ont pas d'assurance-maladie.

Les immigrés profiteurs des allocations familiales?

# Faux et médiemens songes...

«Je suis Turc, j'ai 8 enfants et je touche 112.344 frs par mois d'allocations familiales et de chômage», écrit un soi-disant chômeur turc au quotidien «Het Laatste Nieuws» (HLN) qui s'empresse de publier cette lettre le 24 octobre 92. Sans même vérifier si de tels chiffres sont possibles. Une semaine plus tard, le journal «rectifie»: la lettre était un faux. Mais cette rectification est un comble de malhonnêteté intellectuelle... HLN va-t-il consacrer tous ses efforts à démontrer le danger du racisme et de ses mythes? Va-t-il exposer les mesures que la rédaction compte prendre pour ne plus se faire piéger? Non, toute la suite de l'article sera consacré à enfoncer le clou raciste, au moyen de chiffres tirés par les cheveux. En fait, HLN prétend qu'on a eu raison de mentir...

MICHEL COLLON

## HET LAATSTE NIEUWS

### Misère

Je suis Turc et je vis depuis 22 ans en Belgique. Il y a huit ans, je suis devenu chômeur et maintenant je dois me débrouiller avec une allocation de 27.440 frs. Avec ça je dois élever huit enfants. Avec l'allocation familiale, mon revenu s'élève à 112.344 frs, soit 11.234 frs. par personne. Pas même 400 frs par jour. Avec ça, il faut payer le loyer, l'école, la nourriture, les vêtements, la voiture et les assurances. Tout le monde comprendra qu'il s'agit d'une vie dans la misère. Il n'y a pas d'argent de poche pour les enfants. Alors, je trouve injuste qu'on montre toujours les jeunes immigrés du doigt, lorsque ceux-ci se laissent aller à un petit larcin. Comme piquer une friandise dans un grand magasin.

Ca s'est passé récemment à Anvers où mon jeune fils de 10 ans a été attrapé. Il s'agissait d'une barre de chocolat et d'un paquet de biscuit, en tout pour 52 frs. La police a été appelée et ça m'a coûté trois heures au bureau de police.

V.C. d'Anvers

### FAUX DOCUMENT

Cette «lettre» est un faux. Ce Turc n'existe pas. Les chiffres sont inexacts et impossibles. L'extrême droite utilise systématiquement les «Courriers» de certains médias pour répandre son racisme haineux. Het Laatste Nieuws publie une vingtaine de lettres racistes chaque mois. La complicité de certaines rédactions aide le Vlaams Blok et les autres partis fascistes dans leur inquiétante ascension...

Dans toutes les écoles de journalisme du monde, on apprend que titre et intro doivent porter sur les faits les plus nouveaux et les plus importants. Mais HLN choisit de ne pas les consacrer à la question du faux. Le titre (volontairement vague) et l'intro ne disent pas que ce Turc n'existait pas et qu'il s'agit donc d'un faux document, oeuvre d'un raciste. Or, il faut savoir que de nombreux lecteurs lisent seulement le titre, voire les premières lignes. Tous ceux-là seront donc confortés dans leur illusion. Même ceux qui vont jusqu'au bout de l'article resteront influencés par leur première impression. Pourquoi HLN n'a-t-il donc pas titré «Nos excuses pour ce faux» ou «Un raciste nous a menti»?

## HET LAATSTE NIEUWS

### Grande indignation après une lettre

**BRUXELLES** - Un torrent d'indignation. Voilà comment on peut résumer le contenu des dizaines de lettres de lecteurs choqués, reçues par la rédaction, depuis qu'un texte est paru samedi passé dans la rubrique «Votre opinion», envoyé par un chômeur turc (avec nom et adresse) avec huit enfants qui, sans rougir, écrivait qu'il vivait dans la misère avec un revenu de 112.344 frs d'allocations de chômage et d'allocations familiales. Eh bien, ce Turc n'existe pas et la lettre est un faux. Bien que notre rédaction ne soit nullement disposée à la censure et laisse au contraire s'exprimer le plus large éventail possible d'opinions, de temps en temps, nous contrôlons la véracité d'une lettre. Dans ce cas, mission fut donnée d'aller vérifier sur place. Notre visite à l'adresse indiquée à Anvers et dans les rues environnantes, nous indiqua que le prétendu expéditeur n'existait pas. Malheureusement, la lettre parut par suite d'un malheureux concours de circonstances. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir excuser ce malheureux développement.

Cet aveu ne peut nous faire oublier que quelque'un a agi ici dans l'intention expresse de nuire. Notre indignation est grande, également parce qu'on a abusé de notre hospitalité pour dresser les gens les uns contre les autres.

### Enquête

Pourtant, il nous paraît opportun

d'examiner ici les chiffres des allocations de chômage, en supposant que l'auteur de la lettre existe vraiment. Le faux auteur prétend être chômeur, avec 8 enfants à charge. «Avec les allocations familiales, mon revenu s'élève à 112.344 frs.» déclare-t-il. Or, qu'apparaît-il? La réalité n'est pas si éloignée. Eclaircissons. A partir du 1er novembre 1992, le niveau des allocations de chômage mensuelles s'élève à maximum 32.214 frs, le minimum étant de 27.950 frs. Au service statistique de l'Office National des Allocations Familiales pour Travailleurs Salariés, on nous a fourni du matériel chiffré au sujet des allocations familiales. Ici aussi, les chiffres concernent la situation après le 1er novembre 1992. L'allocation familiale pour chômeurs (de plus de 6 mois) et pensionnés atteint par mois, 3.773 frs pour le 1er enfant et 5.415 frs. pour le deuxième. A partir du 3ème, elle est de 7.045 frs. Mais il faut tenir compte des suppléments

d'âge, calculés comme suit: 869 frs. entre 6 et 12 ans, 1.327 frs. entre 12 et 16 ans et 1.623 frs. pour les enfants de 16 ans et plus. Si nous supposons que les 8 enfants de notre «auteur de lettres» sont âgés de 6, 11, 12, 14, 16, 18, 20 et 22 ans, cela nous amène aux montants suivants: 1.738 frs. pour 2 enfants entre 6 et 12 ans, 2.654 frs. pour 2 enfants entre 12 et 16 ans et 6.492 frs. pour 4 enfants de plus de 16 ans. Le total des suppléments d'âge pour 8 enfants atteint donc 10.884 frs. Cela nous apprend finalement que le total des allocations familiales atteint 62.342 frs. Si nous établissons le total de tous ces calculs, nous arrivons aux chiffres suivants. Une allocation familiale de 51.458 frs. par mois, augmentée des suppléments d'âge de 10.884 frs. par mois et d'une allocation mensuelle de chômage d'un minimum de 27.950 frs. ou d'un maximum de 32.214 frs. par mois, amène le revenu mensuel dans ce cas à un total de 90.292 frs. minimum ou de 94.556 frs. maximum. L'infographie ci-jointe donne une image de la composition des familles dans notre pays.

La rédaction

Choissant le cas théorique le plus extrême, HLN prend bien soin de supprimer un âge maximum pour les enfants de cette famille: le plus possible d'enfants au-dessus de 6 ans, et au-dessus de 16 ans. Car les «suppléments d'âge» permettent de «gonfler» la facture. Et il suppose qu'aucun de ces grands enfants ne va travailler. En réalité, les statistiques montrent que les familles nombreuses immigrées sont plus jeunes que la moyenne et que les enfants y travaillent plus tôt.

En cachant de nombreux éléments (voir ci-contre), HLN a trompeusement déformé des cas de familles nombreuses très rares (0,01% des familles vivant en Belgique) pour faire croire que les immigrés pillent la Sécurité sociale. Il a bien travaillé pour le Vlaams Blok!

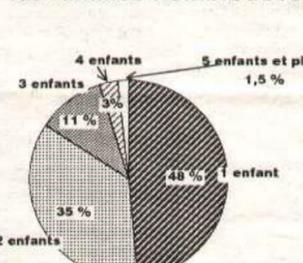
HLN a donc eu raison de mentir? Examinons ses calculs...

## Ce que Het Laatste Nieuws nous cache...

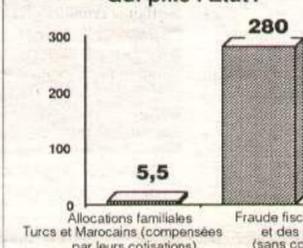
1. Si les étrangers touchent des allocations, c'est parce qu'ils cotisent. Tout comme les Belges. S'il y a des injustices, ce sont les immigrés qui en sont victimes puisque, par exemple, les allocations familiales pour des enfants vivant à l'étranger sont réduites: 300 à 750 fr. par mois par enfant, avec un maximum de quatre enfants par familles (sauf pour les travailleurs des mines). D'ailleurs, des démographes pensent que sans les cotisations des immigrés (généralement plus jeunes), la Sécu connaîtrait davantage de problèmes.
2. Les immigrés ne chôment pas plus longtemps que les Belges. C'est ce qu'indiquent les statistiques officielles de l'Onem. Si on prétend analyser les prétendus «abus» en matières d'allocations familiales versées à des chômeurs, il n'y a donc aucune raison (sauf le racisme) de choisir un exemple turc...
3. Parmi les travailleurs touchant des allocations familiales, 10,4% seulement sont étrangers. Avec «plein d'enfants»? Non, le nombre d'enfants étrangers donnant droit à une allocation est de 13,5% du total.
4. Nous ne sommes pas «envahis» par les enfants des Turcs et des Marocains, comme on nous le prétend. Les enfants marocains vivant ici sont au nombre de 63.235 et les turcs 35.251 (chiffres 1989). Ce nombre est en légère diminution.
5. Ce ne sont pas eux qui ruinent l'Etat belge. Ensemble, tous les étrangers de Belgique touchent 14,4 milliards d'allocations familiales. Par recoupements, la part des Turcs et des Marocains peut être estimée à environ 5,5 milliards. Pour comparaison, la fraude fiscale des riches (impôts des personnes) s'élève à 150 milliards par an. L'évasion fiscale des sociétés à 130 milliards. Et les intérêts que l'Etat paie (surtout aux banquiers) sur sa dette sont de 700 milliards par an!

Sources: Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés, études et statistiques.

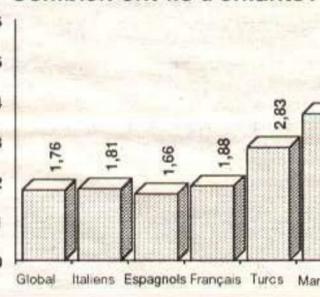
## Pas si nombreuses, les familles nombreuses



## Qui pille l'Etat?



## Combien ont-ils d'enfants?



On est loin du mythe des 12 ou 13 enfants par famille. Si les familles turques ou marocaines comptent plus d'enfants que les Belges, c'est qu'elles proviennent généralement de la campagne. A la deuxième génération, leur nombre d'enfants rejoint celui des Belges. D'ailleurs, il n'y a pas si longtemps, la religion catholique poussait ceux-ci, notamment en Flandre, à créer des familles nombreuses...

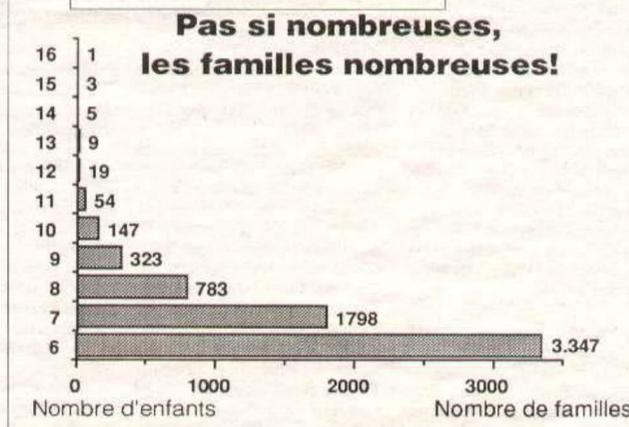
# ... au «Laatste Nieuws»

## Comment un graphique manipule le lecteur...



A gauche, le graphique publié par Het Laatste Nieuws (HLN). A droite, celui de Solidaire. Lequel montre que les familles nombreuses ne sont en réalité pas tellement nombreuses dans notre pays. Les familles de 12, 13 enfants sur lesquelles courent tant de rumeurs? En supposant même qu'une large part soit de nationalité turque ou marocaine, le phénomène est négligeable quant à son impact sur nos finances publiques (voir aussi la «tarte» en page 14).

## GRAPHIQUE SOLIDAIRE



Les journalistes du Laatste Nieuws se sont rendus compte que leur tableau risquait de ne pas impressionner. Qu'ont-ils fait alors? Ils l'ont gonflé en ajoutant ce dessin (bien noir, ça alourdit), bourré de gosses. Si vous prenez la peine de compter, vous verrez qu'ils en ont mis seize. Et combien existe-t-il de familles à 16 enfants en Belgique? Une! Oui, une seule. Bref, HLN nous fait tout un cinéma avec un dessin impressionnant qui concerne... une famille de ce pays!

## Le procès militaire contre Guzman contredit la convention américaine des droits de l'homme

# Pérou: Amnesty refuse d'intervenir

Le 4 novembre dernier, une délégation du Comité International Nord pour la défense de la vie d'Abimael Guzman s'est rendue au secrétariat d'Amnesty International à Londres. Une entrevue fut demandée avec Peter Archand, responsable pour le Pérou. Cet entretien fut refusé, mais une rencontre eut lieu avec l'un des assistants d'Archand. La question qui lui fut posée: pourquoi A.I. attend-il si longtemps pour condamner la violation des droits de l'homme dans le cas d'Abimael Guzman?

Un article récent du «Christian Science Monitor», célèbre journal bourgeois américain, vient encore de confirmer qu'il y a bel et bien violation des droits de l'homme. L'article relève quatre violations de la convention américaine pour les droits de l'homme, encore appelée «pacte de San José». Cette

convention a été signée par le Pérou. Même si Fujimori tente aujourd'hui d'annuler cette signature via un référendum, afin de pouvoir assassiner Guzman, le Pérou reste pour l'instant officiellement lié par les stipulations de cette convention. Voici les quatre infractions relevées...

### Quatre violations

- 1°) La convention de San José stipule que tout procès doit être le fait d'un tribunal «compétent, indépendant et impartial». Guzman a été jugé par un tribunal militaire. On peut à tout le moins douter de l'impartialité de ce tribunal envers la direction militaire qui mène la lutte contre le Sentier Lumineux et envers Fujimori, chef suprême de l'armée.
- 2°) La convention exige qu'on accorde suffisamment de temps et de moyens pour préparer la défense. Guzman a été arrêté le 12 septem-

bre. Son procès a commencé le 1er octobre, au terme d'une période de quatre jours durant laquelle son avocat n'a pu ni le voir ni lui parler. Aucun avocat, même s'il peut rencontrer librement son client, ne peut préparer une défense convenable en si peu de temps. 3°) La convention garantit le droit de la défense de faire entendre et d'interroger des témoins. Il n'en fut tenu aucun compte lors du procès Guzman. Le procès a duré une semaine et fut suivi d'une demande en appel qui fut refusée le 14 octobre. 4°) La convention prévoit que les affaires criminelles soient traitées en séances publiques, à moins que les intérêts de la justice ne soient mis en péril. Le droit à une séance publique peut être annulé en cas de situation d'urgence, mais uniquement dans le but de garantir l'ordre et la sécurité dans la salle d'audience. On peut difficilement comprendre pourquoi des obser-

vateurs pacifiques internationaux, comme l'avocat américain Leonard Weinglass, n'ont pas eu accès au procès. (Christian Science Monitor, 27 octobre 1992).

### Deux poids, deux mesures

Mais selon Amnesty International il n'y aurait aucun problème: «Nous ne croyons pas que les droits de l'homme de Guzman aient été violés et nous ne ferons pas de déclaration plus sévère que celle émise à l'occasion du procès du 2 octobre, à savoir que, dans le cas Guzman, un procès honnête n'est pas garanti». L'assistant poursuit: «Amnesty ne dispose pas de preuves sur l'isolement carcéral de Guzman ou sur le refus de pouvoir rencontrer son avocat. Guzman n'est pas un prisonnier d'opinion. Sur base des informations dont nous disposons, nous avons fait tout ce qui nous semblait nécessaire». Normalement, AI transmet toujours

ses informations aux personnes intéressées. Dans ce cas-ci, AI refuse pourtant de rendre publiques les informations concernant Guzman et sur lesquelles elle se base. Quand il fut demandé quelle attitude AI allait prendre envers le projet de Fujimori de se retirer de la convention des droits de l'homme via un référendum, la réponse fut: «Nous attendons que ce retrait ait eu lieu avant de protester». Cette interprétation arbitraire et hypocrite des violations des droits de l'homme montre clairement que la direction d'AI pratique en la matière une politique de deux poids, deux mesures. Pour beaucoup de membres honorés de cette organisation, la crédibilité d'AI est fortement hypothéquée. Un employé du bureau principal de Londres a révélé à la délégation que des centaines de lettres et de fax étaient arrivés pour demander à AI d'intervenir dans l'affaire Abimael Guzman. Il a conseillé de poursuivre ces envois de lettres, susceptibles d'influencer l'attitude d'AI. Nous demandons donc à nos lecteurs de protester contre la passivité d'AI dans l'affaire Abimael Guzman, en écrivant à Amnesty International, section 99, 119 Roesseby avenue, London EC1R4RE. fax.: 00.44.71.8331510. Envoyez un double de votre lettre ou fax à la rédaction de Solidaire: 171 bd Le-monnier, 1000 Bruxelles. Fax: 02/513.98.31

**Dorothee Piermont, europarlementaire:**

## Droits de l'homme à Cuba? Un alibi pour attaquer son système social

Si Cuba a une voix au sein du Parlement européen, c'est celle de la députée européenne Dorothee Piermont, d'abord représentante des Grünen au Parlement et aujourd'hui parlementaire indépendante de la fraction Arc-en-ciel. La normalisation des relations entre Cuba et la Communauté européenne est un de ses objectifs dans son travail au Parlement européen. L'une de ses initiatives s'est soldée par un succès: la livraison de lait en poudre à Cuba.

**Comment jugez-vous l'attitude de la Commission européenne à l'égard du Cuba?**

**Dorothee Piermont.** La Commission européenne subordonne une amélioration de ses relations avec Cuba à deux conditions: premièrement, l'introduction du multipartisme et de l'économie de marché, et deuxièmement, l'amélioration de la situation des droits de l'homme.

Pour reprendre ces deux points, je considère que c'est au peuple cubain de déterminer le système économique et social de son pays. A cet égard, force est de constater que, depuis plus de trente ans, le peuple cubain défend le système actuel, face au blocus imposé par les Etats-Unis en vue de briser le système cubain.

Et cela pour des raisons évidentes. Si le capitalisme est réinstauré à Cuba, la grande majorité de la population perdra les acquis sociaux construits en 30 ans: enseignement, soins de santé, partage équitable des ressources alimentaires, etc. Cuba retombera dans la situation où se trouvent les autres pays latino-

américains: malnutrition, morts par la faim, enfants délaissés ou vendus comme des banques vivantes d'organes, épidémies comme le choléra, analphabétisme... Et le droit à la vie et à la santé, n'est-il pas le premier des droits de l'homme?

Pour moi, cela constitue déjà une première et très importante réponse au reproche de violations de droits de l'homme! En outre, même si je regrette que des intellectuels se trouvent en prison qui, à ma connaissance, n'ont pas commis d'actes de violence, je pense que la Commission européenne applique ici manifestement la méthode hypocrite de «deux poids, deux mesures». Le massacre perpétré par l'armée indonésienne au Timor oriental n'a nullement perturbé les rapports entre la CE et l'Indonésie, où le «business as usual» continue. Ou prenons le cas du Guatemala, du Maroc ou de la Turquie. Je pourrais énumérer une longue liste de cas similaires. Cela montre que la question des droits de l'homme est instrumentalisée pour des buts tout à fait autres: elle sert en réalité d'alibi pour isoler Cuba, le mettre au pilori et dénoncer le système social cubain. Puisque dans le «Nouvel Ordre Mondial», après la prétendue «fin de l'histoire», on veut faire croire que le socialisme n'a plus droit de cité dans le monde. Je considère par contre qu'il est totalement inacceptable et contraire aux droits de l'homme les plus fondamentaux de prendre toute une population en otage!

**Certains rétorquent que le passage à un système de multipartisme n'implique pas nécessairement un changement du système**

**social. Qu'en pensez-vous?**

**Dorothee Piermont.** Le système du monopartisme est une caractéristique essentielle du système cubain et il a ses origines historiques. D'abord, c'est le multipartisme qui a amené le dictateur Batista, inféodé aux Etats-Unis et à leurs intérêts. Ensuite, c'est depuis 1823, depuis le ministre des affaires étrangères américain John Quincy Adams, que les Etats-Unis estiment que Cuba doit nécessairement leur tomber dans les mains comme une pomme mûre... selon les lois de la gravitation politique. Ils ne tolèrent donc aucune indépendance cubaine, socialiste ou non. Cela signifie que chaque nouveau parti serait utilisé bon gré mal gré par les Etats-Unis. Ils diront: «Votez pour le parti X et nous leverons l'embargo». L'expérience au Nicaragua harcelé et meurtri par une Contra financée par les Etats-Unis nous apprend que cela conduira inévitablement à la fin du système socialiste.

**Au début de cette année, le Commissaire européen Matutes avait rejeté la demande d'Oxfam-Belgique de fournir du lait en poudre comme aide humanitaire à Cuba. Comment cet épisode s'est-il terminé?**

**Dorothee Piermont.** En 1991, aucune aide bilatérale de lait en poudre n'est partie pour Cuba. Début février 1992, Oxfam-Belgique a demandé à la Commission de la CE une aide d'urgence de 250 tonnes de lait en poudre pour Cuba. Cette aide a été refusée suite à l'exécution d'une peine capitale à Cuba. Ce refus d'aide humanitaire d'urgence est contraire à la déclaration du Conseil de la CE du 28 novembre 1991 qui stipule que l'aide humanitaire doit être maintenue même si la CE estime les droits de l'homme lésés dans un pays. En outre, la personne exécutée était le leader d'un groupe armé qui s'était introduit à Cuba pour y commettre des attentats et des sabotages.

Face à cette attitude, une lettre de protestation a été adressée au Commissaire Matutes, signée par 62 parlementaires européens. Celui-ci a répondu qu'il s'agissait d'un malentendu. Les disponibilités de lait en poudre, réduites de 37% par rapport à 1991, seraient la raison pour laquelle rien n'avait été prévu pour Cuba... La CE, affirmait-il, ne s'alignait pas sur le blocus américain, et la demande d'Oxfam «sera examinée avec toute l'attention que ladite demande sans doute mérite». Néanmoins Oxfam n'a pas obtenu les 250 tonnes demandées... Par contre, comme il se fait depuis plusieurs années, 1.500 tonnes de lait en poudre et 416 tonnes de beurre ont été mises à la disposition du Programme Alimentaire



**Dorothee Piermont, europarlementaire:** «Les Etats-Unis ne tolèrent aucune indépendance cubaine, socialiste ou non. Cela signifie que chaque nouveau parti serait utilisé bon gré mal gré par les Etats-Unis. Ils diront: Votez pour le parti X et nous leverons l'embargo.»

Mondial (PAM) pour être livrées à Cuba. Une aide bilatérale de 1.200 tonnes via Caritas-Allemagne avait été promise en été, mais non réalisée. Elle sera remplacée par 750 tonnes de farine et 185 tonnes d'huile végétale.

**La Commission européenne a réagi contre le renforcement du blocus par la loi Torricelli. S'agit-il d'un revirement dans le sens positif?**

**Dorothee Piermont.** C'est vrai que la Commission européenne est intervenue auprès du Département d'Etat par trois fois en 1991, ainsi qu'en avril et juin derniers, contre cette loi qui est officiellement appelée «Cuban Democracy Act». Le 7 octobre, elle a même demandé au président Bush d'opposer son veto à cette loi.

Mais il faut dire que cette réaction n'est pas inspirée par le rejet du blocus ou de son renforcement, mais par les intérêts économiques et politiques propres de la Communauté. La loi prévoit notamment des mesures de rétorsion contre des pays qui ne respectent pas l'embargo contre Cuba. Ces pays ne bénéficieraient pas de mesures d'allègement de leur dette, du statut de «nation la plus favorisée» ou d'aide au développement. Surtout les pays du tiers monde ainsi que les pays de l'Est sont sensibles à ce genre de pressions et non les pays de la CE. La Commission européenne ne s'est dès lors nullement opposée à cette partie de la loi Torricelli. Par contre, elle a protesté contre la prétention américaine à l'extraterritorialité de cette loi en

ce qui regarde les filiales d'entreprises US domiciliées dans la CE et contre l'interdiction pour tout bateau ayant accosté à Cuba, de mouiller un port aux Etats-Unis pendant les six mois suivants. La réaction de la CE joue en faveur de Cuba, mais ce sont ses propres intérêts que la CE tient à défendre face aux Etats-Unis.

**Ces intérêts économiques particuliers semblent aussi avoir joué dans la décision du gouvernement socialiste français d'accorder 30 millions de FF à Cuba. Faut-il espérer que la Commission européenne, sous la présidence d'un Français, tendra davantage vers une normalisation des relations avec Cuba?**

**Dorothee Piermont.** Jacques Delors, l'actuel président, doit rester en fonction jusqu'à fin 1994. Un changement de position là-bas n'est donc pas évident.

Par ailleurs, je constate que lors de la présentation de motions contre l'embargo, rares sont les parlementaires socialistes, hormis ceux du Parti travailliste britannique, qui acceptent de signer ces motions en faveur de Cuba.

Néanmoins, la visite de Michel Sapin, ministre français des finances, en août dernier à Cuba a été constructive. La décision française d'accorder un soutien financier pour des petits projets a une valeur plus symbolique et politique qu'économique. Mais c'est un pas dans la bonne direction.

EDDY MAES

### solidaire

★ Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique - PTB ★

Découpez ce bon et renvoyez-le à Solidaire-Promotion,  
Bd Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles

## Gratuit

### Abonnement à l'essai

Nom: .....

Adresse: .....

Commune: .....

Code postal: .....

Age: .....

Entreprise/Ecole: .....

Désire recevoir gratuitement et sans engagement un abonnement à l'essai à Solidaire (5 numéros)

**Demande d'abonnement**

Désire s'abonner tout de suite (voir les conditions en p.2).

Prière de m'envoyer les formulaires nécessaires.

815

## La CE et Cuba

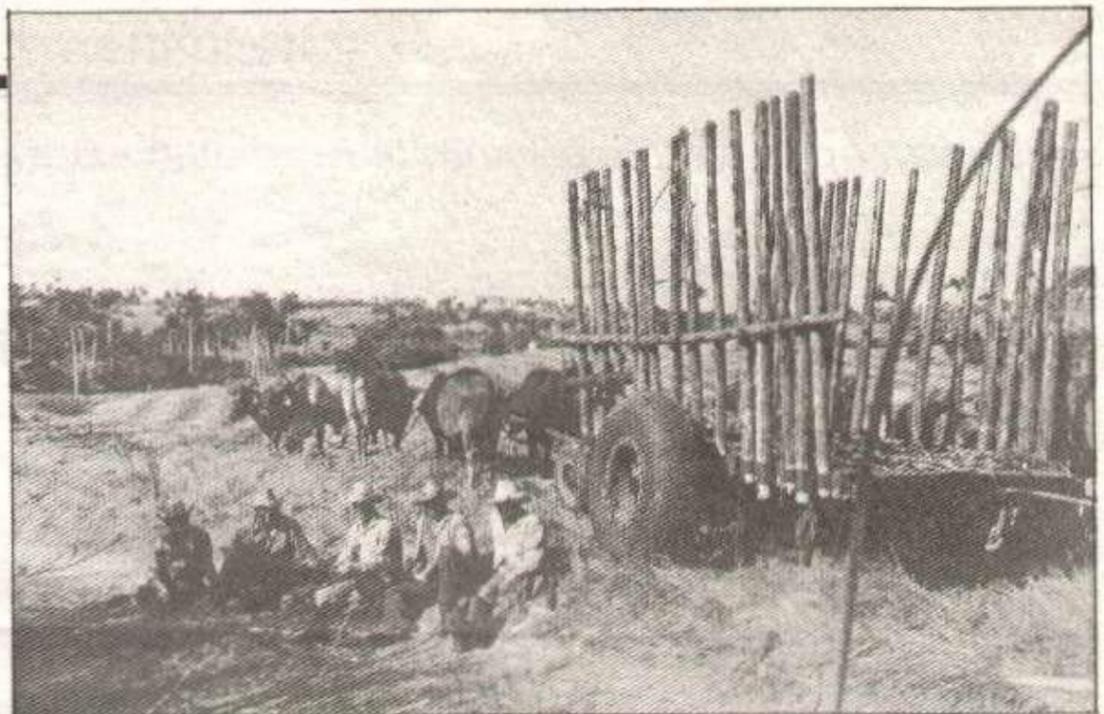
# Embargo ou pas: nos intérêts d'abord

«La situation insatisfaisante des droits de l'homme à Cuba ne peut avoir qu'une influence négative sur les relations générales entre la Communauté européenne et Cuba. Tant que de réels changements ne seront pas intervenus dans la politique intérieure comme dans la politique extérieure de Fidel Castro et de son régime, la Communauté européenne réservera sa position sur d'éventuelles contributions au développement économique et social du pays.» (1) C'est ce que répond la Commission européenne à une demande écrite de la députée européenne allemande Dorothee Piermont à propos de l'attitude de la CE face à l'embargo commercial des Etats-Unis contre Cuba. La CE a attendu jusqu'en septembre 1988 avant de nouer des relations diplomatiques avec Cuba, suite à quoi elle a approuvé en 1989 quelques projets d'assistance technique. Mais dès 1990, tout contact bilatéral a été rompu, après des incidents à certaines ambassades européennes.

### La loi Toricelli

Fin octobre, pendant sa tournée électorale à Miami, le président

Bush a signé la loi dénommée «Cuban Democratic Act». Cette loi, mieux connue sous le nom de «Toricelli Act», vise à renforcer le blocus que les Etats-Unis imposent à Cuba depuis trente ans. Dorénavant, tout commerce avec Cuba sera interdit aussi aux filiales étrangères de sociétés américaines. En cas d'infraction, la société mère risque une amende de 50.000 dollars. (2) La livraison de pièces de rechange pour des équipements dont on sait qu'ils sont vendus à Cuba sera également interdite à ces mêmes sociétés. Les navires qui fréquentent des ports cubains courent le risque d'être saisis si ils entrent dans les 180 jours dans un port américain. C'est surtout le fait que la loi s'applique également en dehors des frontières des Etats-Unis qui suscite les protestations. La CE considère que la loi est «en conflit avec les règlements internationaux de navigation ainsi qu'avec le traité réglant le commerce entre l'Europe et les Etats-Unis.» (3) Le commerce entre la CE et Cuba représente quelque 600 millions de dollars, dont 100 millions seulement pour le compte d'entreprises purement européennes. La Commission européenne a annoncé qu'elle introduirait une plainte auprès du GATT (Accord général pour les



Au nom de la «défense des droits de l'homme», les Etats-Unis ont adopté une nouvelle loi renforçant l'embargo commercial contre Cuba. Alors que ce pays a réalisé, comme nul autre pays d'Amérique latine, les droits essentiels de l'homme, tels que le droit à l'enseignement, aux soins de santé, à l'emploi et à une alimentation suffisante pour tous.

taxes douanières et le commerce international), alors que les discussions du GATT se trouvent déjà dans une sérieuse impasse à propos des subsides à l'agriculture. (4) L'Internationale sociale-chrétienne a, elle aussi, dénoncé la loi. (5) Le Canada et le Mexique, respectivement le premier et le deuxième partenaire commercial des Etats-Unis, ont protesté contre la loi comme étant une tentative des Etats-Unis de leur imposer une politique commerciale avec l'étranger. Le président argentin Menem s'est associé à son collègue mexicain Salinas dans une dénonciation commune. (6) De ce fait, le traité «Nafta», signé récemment et visant à établir une zone de libre échange s'étendant du Mexique au Canada, est mis sous forte pression. (2) Le gouvernement canadien a en tout cas annoncé qu'il prendra des mesures contre la nouvelle loi américaine. A cet effet, le Canada peut s'appuyer sur la «Canadian Extraterritorial Measures Act» de 1984 qui interdit à des cadres d'entreprises de nuire à l'économie canadienne en obéissant à des lois étrangères. Cette loi canadienne prévoit des amendes allant jusqu'à 8.500 dollars canadiens (environ 200.000 FB) et des peines de prison jusqu'à cinq ans. (2)

Le gouvernement britannique, malgré ses relations privilégiées avec Washington, a, lui aussi, réagi sévèrement. La Grande-Bretagne peut prendre des mesures sur

base du chapitre II de la «Protection of Trading Interests Act» de 1980 qui tend à protéger l'économie britannique contre des lois et des mesures de l'étranger. (6) Le changement de président aux Etats-Unis ne donne guère d'espoir à Cuba jusqu'à présent. Pendant sa campagne électorale, Bill Clinton a déclaré qu'il appliquerait la loi dont le projet avait été déposé par son collègue de parti, le démocrate Toricelli.

### Paris: un cadeau à double face

Pendant la deuxième moitié du mois d'août, Michel Charasse, ministre français du budget de l'époque, a effectué une visite de trois jours à Cuba. Il s'y était prononcé contre toute politique d'isolement et d'asphyxie menée contre l'île des Caraïbes, tout en promettant que Paris accorderait une aide de trente millions de francs français étalée sur trois ans et sous forme de financement de petits projets. En outre, la France prépare une convention visant à ouvrir la voie à des investissements français à Cuba et à protéger ceux-ci. (7)

Bien que cet accord soit un succès pour le gouvernement cubain, il s'agit en réalité d'un cadeau à double face pour La Havane. La démarche du gouvernement français se dit «pragmatique». C'est ce qu'a déclaré une mission de sénateurs français présente à Cuba en

février dernier. «Si le régime se maintient, nous élargirons notre apport sur le marché cubain. S'il s'effondre, nous sommes sur le terrain et les Américains ne pourront pas tout accaparer.» (7)

Le gouvernement socialiste en France condamne par ailleurs le renforcement de l'embargo en le traitant d'«inefficace». Lorsque l'on considère cette déclaration sur fond de la déclaration de l'Internationale socialiste à propos de Cuba, elle prend tout son sens. En juin 1990, l'Internationale socialiste affirmait notamment à Istanbul: «Les Etats-Unis devraient entamer des négociations en vue de la normalisation des relations diplomatiques (avec Cuba) et l'embargo contre Cuba devrait être levé. A Cuba, un processus d'ouverture politique doit commencer pour arriver à une normalisation politique et au pluralisme.» (8) En d'autres termes: lever le blocus en échange d'une capitulation cubaine.

E.M.

(1) Journal officiel des Communautés européennes C2 du 6.1.92, p.36. (2) Handelsblatt 13.10.92. (3) Le Soir, 23.10.92. (4) Handelsblatt, 9.10.92. (5) De Standard, 27.10.92. (6) Acts of Parliament 1980. (7) Le Monde, 25.8.92. (8) Meeting de l'Internationale socialiste, Istanbul, 11-12 juin 1990. Rapport, p.30.



Angel Parra, auteur-compositeur-interprète.

Nous dénonçons 500 ans d'exploitation et d'oppression  
Nous fêtons 500 ans de résistance  
Nous soutenons 35 ans de socialisme à Cuba

## Concerts Angel Parra La Travesia de Cristobal Colon Encuentro de dos Mundos

La Ligue Anti-impérialiste vous présente ce spectacle superbe.  
A Bruges: dimanche 29 novembre à 20h., Stadsschouwburg, Kuiperstraat 16, en collaboration avec les Groupes de base de Bruges, le comité Amérique Latine de Bruges, les Magasins du Monde de Bruges et de Gand, Fatol Gand et Pixote Anvers et Bruges, la Centrale Culturelle de la FGTB de Bruges et Vrede ASBL.

A Bruxelles: le samedi 28 novembre à 20h., Théâtre 140, av. E. Plasky 140, 1040 Bruxelles (à proximité de la Place Meiser), en collaboration avec le Centre Culturel Chili, CISCOD, le Comité d'Appui pour le Peuple péruvien et le Centre International, avec la collaboration de l'émission Latino de radio Campus, et de la Maison de l'Amérique Latine.

Entrée: 400 frs pour Louvain et Bruges (400 frs en prévente)  
550 frs pour Bruxelles (500 frs en prévente)

Renseignements et prévente: tél. 02/513 53 86

A Hasselt: concert organisé par le Centre Culturel de Hasselt le vendredi 27 novembre à 20h.



Une partie du chœur qui donnera une émouvante interprétation de La Travesia de Cristobal Colon.

Ali Bawer, porte-parole du comité Kurdistan - Bruxelles:

## Campagne de désinformation contre le PKK

Ces dernières semaines, la presse a parlé de la «défaite totale du PKK». A ce propos, nous nous sommes entretenus avec Ali Bawer, porte-parole du comité du Kurdistan. Ce comité a pour but d'informer et de sensibiliser l'opinion publique en Belgique et il entretient à cet effet des contacts étroits avec l'ERNK (Front de libération nationale du Kurdistan, dirigé par le PKK). Lorsque les Kurdes irakiens sous la direction de Barzani et Talabani ont déclenché leur offensive contre le PKK, Abdullah Ocalan, son secrétaire général, a lancé un appel à relever la lutte de libération révolutionnaire à un niveau supérieur. Il a souligné que cette attaque fait partie d'une machination impérialiste et qu'elle dépasse dès lors les seuls intérêts locaux. Ali Bawer nous explique le sens exact de ces propos.

**Ali Bawer.** La lutte du PKK s'appuie sur le peuple et elle est dirigée contre les forces réactionnaires et contre l'impérialisme au Moyen-Orient. Après la défaite de l'Union soviétique, le PKK est l'un des partis qui poursuivent la voie du marxisme-léninisme et qui lutte pour le socialisme et le communisme. Les pays occidentaux réagissent au PKK comme à un ulcère à l'estomac. Pour enrayer l'influence du PKK, l'Occident implique à présent aussi des organisations kurdes dans son complot. En septembre dernier, Barzani et Talabani ont quitté Ankara pour Washington. A leur retour, la date définitive a été fixée pour le déclenchement de l'offensive. Ensuite, ils se sont rendus dans le nord de l'Irak en compagnie d'officiers turcs.

**La guérilla est-elle dans la défensive en ce moment?**

**Ali Bawer.** Le PKK, ou disons plutôt l'ARGK, l'armée populaire de libération du Kurdistan, a conclu un accord de cessez-le-feu tactique avec le Front kurde irakien (dont Barzani et Talabani font partie). A partir du 15 octobre, l'armée turque est également entrée en action elle-même. La guérilla a ses propres lois. Il n'existe pas de camps fixes, comprenant des bâtiments etc., facilement repérables par des avions de reconnaissance. Il n'y a que des endroits où l'on séjourne pendant une durée plus ou moins longue. Le camp de Haftanin, qui aurait été conquis par l'armée turque, est une longue vallée où l'ARGK avait établi une base pendant une longue période. Sous la pression de ces bombardements intenses, certaines positions de la guérilla ont été évacuées. C'est la raison pour laquelle la télévision a pu montrer des images d'endroits où il y a quelques jours ou même quelques heures, il y avait encore

une position de la guérilla. Depuis lors, les unités turques se sont d'ailleurs déjà retirées de cette région, car l'hiver s'annonce. La semaine dernière, la force aérienne n'a pas pu effectuer de raids à cause du mauvais temps.

Quant au nombre des morts et des blessés du côté de la guérilla, l'ARGK communique que pendant ces combats dans le nord de l'Irak jusqu'à la mi-novembre, 87 de ses combattants sont tombés et que 53 ont été blessés.

**La presse prétend que 1.000, voire même 2.500 militants du PKK ont été éliminés. Manifestement la machine de propagande de l'armée turque fonctionne efficacement?**

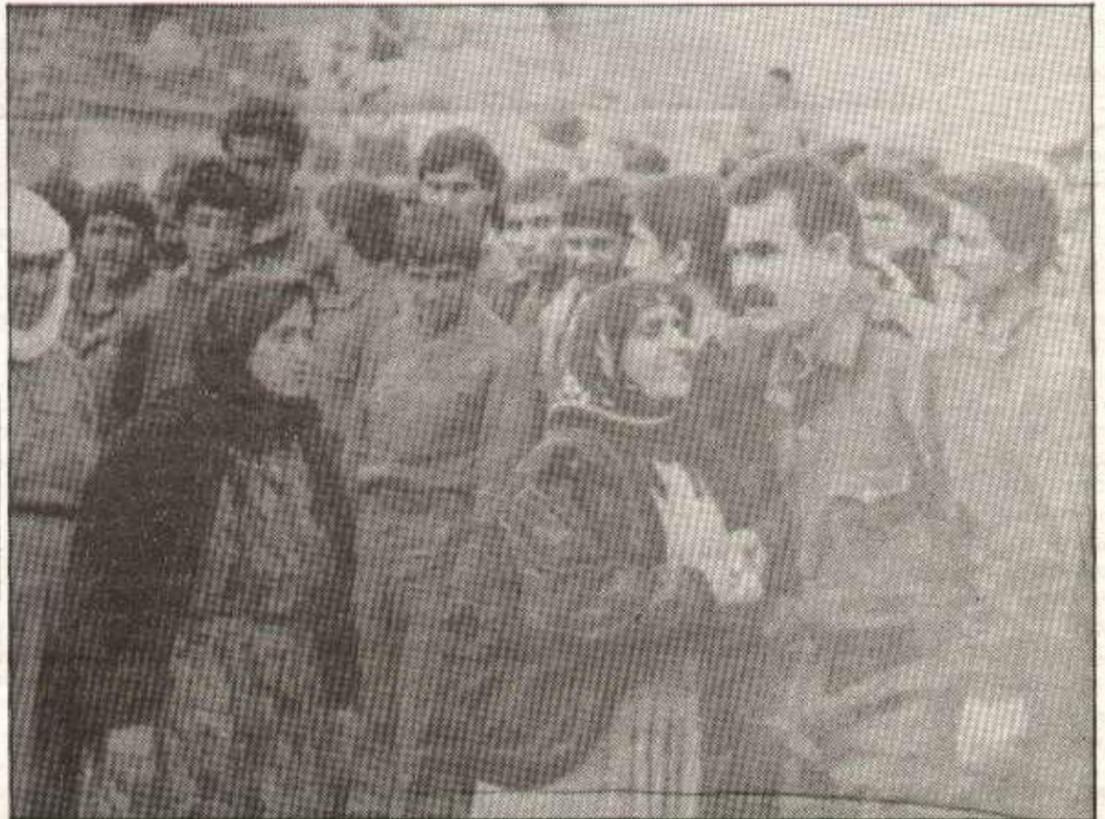
**Ali Bawer.** Les médias turcs n'ont jamais marqué leur indépendance face au régime. Aujourd'hui, ils sont directement au service de la guerre spéciale. Des mensonges sont diffusés massivement: «Le PKK assassine les blessés», ou «Le PKK est en fuite». Les médias veulent représenter l'armée turque comme invincible. Sur le terrain, ce n'est nullement le cas: dans la seule période du 1er au 25 octobre, la guérilla a effectué 102 opérations dans le Kurdistan turc. Le 10 novembre, nous avons reçu un message de Semdin Sokik, commandant de l'ARGK à Diyarbakir, annonçant que 200 guerrilleros avaient encerclé la ville de Hani. Ils ont attaqué le poste militaire le détruisant complètement. Par la suite, des bâtiments gouvernementaux ont été plastiqués. Plus de cent soldats ont été tués. L'ARGK de son côté a perdu trois combattants. L'armée a entrepris une action de représailles contre les habitants de Hani, tactique qu'elle avait déjà utilisée contre les villes de Sirnak et Kulpe.

Par sa campagne de mensonges, l'Etat turc tente de démoraliser le peuple kurde. En outre, il tend à entraver le mouvement de solidarité dans le monde. Aux Nations unies, des voix s'élèvent même contre l'attitude de l'armée sioniste au Liban, mais qui proteste contre la Turquie?

**La force d'intervention de l'ONU est encore toujours stationnée dans la région. Quelle attitude le PKK adopte-t-il à son égard?**

**Ali Bawer.** Les unités de l'ONU sont stationnées à proximité de Sirnak. Lorsque l'armée turque a réduit cette ville en centres, les militaires de l'ONU ont regardé sans rien faire.

Il n'y a pas de doute que la force de l'ONU est au courant de A à Z de tout ce qui se passe. Elle effectue elle-même des vols de reconnaissance. Nous la soupçonnons de transmettre ses informations à l'armée turque et de la conseiller dans la tactique militaire à suivre. Il n'y a pas encore eu de véritables confrontations avec la guérilla. Tant que les forces de l'ONU n'inter-



Le secrétaire général du PKK, Abdullah Ocalan, appelé «Apo», parmi les combattants kurdes. La campagne mensongère de la presse turque et occidentale, sur la liquidation de la guérilla marxiste, a pour but de saper le moral du peuple kurde et de réduire la solidarité en Occident.

viennent pas directement dans les combats, l'ARGK n'entreprendra rien contre elles. Mais il n'empêche qu'il s'agit d'une force armée étrangère et notre peuple sait qu'elle défend les intérêts de la Turquie et de l'Occident.

**Le 22 novembre, les Kurdes résidant en Europe occidentale pourront choisir leurs représentants au Parlement National Kurde. Quel est la portée de ce vote?**

**Ali Bawer.** Cet organe deviendra le principal et le seul représentant du peuple kurde au niveau international. On pourrait le comparer à l'ANC pour l'Afrique du Sud. Le Parlement National constituera un gouvernement de guerre. Celui-ci siègera au Kurdistan et à partir de là, prendra des initiatives diplomatiques et politiques, mais organisera également la lutte de guérilla et tous les aspects de la vie sociale. En Europe occidentale, résident environ un million de Kurdes. Ils représentent un important soutien politique, matériel et financier à la lutte. Pour ces raisons, ils ont également droit à une représentation au sein du Parlement national. Tous ceux qui sont originaires du Kurdistan et qui sont âgés de plus de 18 ans ont le droit de voter. Les Arméniens, Assyriens, Arabes, Las et Turcs, qui sont originaires du Kurdistan et vivent actuellement en Europe occidentale peuvent donc voter. Ceux dont la famille a été déportée ou a fui il y a des dizaines d'années vers les métropoles turques, mais qui se sentent toujours Kurdes, peuvent voter eux aussi.

W.M.

### Libération nationale: impossible sans s'attaquer à l'impérialisme

Le cynisme des Etats-Unis s'exprime d'une façon choquante à travers les événements de ces derniers mois au Kurdistan. Chacun se souvient que Bush, à la fin de la guerre contre l'Irak, a appelé les Kurdes irakiens à se soulever contre le régime anti-américain et antisioniste en Irak. Massoud Barzani et Jalal Talabani, les deux principaux dirigeants kurdes en Irak, se sont entièrement soumis à cette stratégie. A cette époque, leur politique criminelle et irresponsable a fait subir à leur peuple une catastrophe habilement exploitée par les Etats-Unis pour placer le Nord de l'Irak sous le contrôle de l'ONU. En se profilant alors comme le protecteur du peuple kurde, l'impérialisme en a aussi profité pour renforcer l'emprise politique de ses agents, Barzani et Talabani, sur les masses du Nord de l'Irak. Les Kurdes obtiendraient une certaine autonomie sous contrôle d'éléments pro-américains, à condition de participer à l'élimination du PKK. Aujourd'hui, il apparaît que tout cela n'était que mensonge.

Ces derniers mois, Barzani et Talabani ont même été jusqu'à agresser le PKK, sous le commandement direct de militaires turcs. Comme cela ne suffisait pas, 20.000 militaires turcs ont même passé la frontière. Le 14 novembre, les ministres des affaires étrangères de Turquie, de Syrie et d'Irak ont signé un accord excluant toute forme d'autonomie pour les Kurdes irakiens et annonçant qu'ils interviendraient contre toute tentative de Barzani ou de Talabani de concrétiser cette autonomie. Hoshar Zibari, porte-parole du parti de Barzani, a déclaré le 2 novembre, à propos d'un bombardement de la force aérienne turque: «Ce n'était dirigé ni contre nous, ni contre le PKK. L'objectif est clair: établir une certaine présence turque dans le nord de l'Irak» (NRC, 2 novembre).

On le voit aujourd'hui d'une manière navrante: la libération nationale d'un peuple du tiers monde n'est possible que si elle fait partie intégrante d'une lutte qui s'en prend à l'ennemi principal: l'impérialisme.

T.B.

Le socialisme et le parti : un bilan

Séminaire marxiste d'hiver: une occasion de se ressourcer

Comme toujours, ceux qui viennent de plus loin arrivent les premiers. Comme chaque année, il y a déjà plusieurs inscriptions de camarades du Tiers Monde au séminaire marxiste d'hiver organisé par le PTB et INEM...

La composition multinationale des participants est un atout qui rend cette initiative tellement attrayante. Des participants à des éditions précédentes témoignent : «La présence de personnes de tous les continents rend la discussion très enrichissante. Les discussions informelles permettent un échange d'expériences qu'on ne trouve pratiquement pas ailleurs».

Prendre le temps de réfléchir

Toute l'année, on est dans le combat, on n'a pas beaucoup le temps de s'armer théoriquement. Pourtant, aujourd'hui plus que jamais, pour ne pas perdre le nord, il faut une analyse révolutionnaire, il faut des arguments. La période de Noël et la formule de formation - étude proposée fournissent une solution à ce problème. Tous les participants l'admettent : «C'est une occasion unique d'approfondir ses connaissances marxistes, de prendre du temps, d'étudier pour vraiment connaître. Pendant l'année, on n'a pas beaucoup le temps. Le système d'étude accompagnée vous met dans des conditions idéales. Sans cela, je n'aurais jamais pu étudier tous ces textes intéressants. Ce séminaire m'a donné de l'espoir, m'a poussé à réétudier le marxisme-

léninisme, m'a donné envie de militer à nouveau».

Une formation de qualité

Le Parti du Travail a fourni un travail d'analyse révolutionnaire sur la stratégie de l'impérialisme envers les pays socialistes, la dégénérescence des partis dirigeants dans les pays socialistes mêmes, les conséquences pour les travailleurs ici et les peuples du tiers monde.

L'étude de ces analyses et de textes marxistes a permis aux membres du Parti du Travail d'éviter le désarroi qui s'est emparé de nombreux militants de gauche. Elle a renforcé leur conviction révolutionnaire et leur confiance dans l'avenir du socialisme.

Ces analyses seront présentées lors du séminaire. La deuxième semaine traitera des questions suivantes: la dégénérescence des partis communistes à l'Est sonne-t-elle le glas de la théorie marxiste du parti ou ces partis ont-ils graduellement abandonné les principes marxistes-léninistes? Peut-on renverser l'impérialisme et construire le socialisme sans parti communiste? Quelles étaient les véritables conceptions léninistes du parti? Quel est le rapport entre le parti et les masses? Comment garantir un fonctionnement démocratique et efficace du parti?

Ces formations laissent une large place à la discussion. Voici ce qu'en disent les participants aux éditions précédentes : «Les textes de base sont d'une haute qualité. La discussion est large et constructive.



Le caractère ouvert du débat témoigne de la force scientifique du marxisme vivant. On vous répond aux questions et pas à côté».

Réservé aux universitaires ?

Nous avons demandé à Carmela, ouvrière de Bruxelles ce qu'elle en pense?

«Cette année, à Natoye, je suis allée par hasard écouter Ludo Martens sur «La contre-révolution de velours». Ça ne m'intéressait pas tellement, mais il n'y avait pas grand'chose d'autre pour les francophones ce matin-là. Je suis revenue captivée. J'étais catastrophée de ne pas pouvoir aller écouter la suite l'après-midi. Je le trouvais tellement intéressant, il racontait cela de façon tellement vivante. C'est comme si j'y étais, comme si cela se passait devant mes yeux. J'ai compris pourquoi cela s'est si mal terminé en URSS. J'ai encore quelques jours de congé, je vais essayer d'aller au séminaire marxiste d'hiver pour entendre cela plus en détail.»

1. LE BILAN DU SOCIALISME

- 19 décembre: «La stratégie de l'impérialisme envers les pays socialistes».
- 20 décembre: «La construction du socialisme sous Staline».
- 21 décembre: «La lutte dans le parti à l'époque de Staline».
- 22 décembre: La période Krouchtchev-Brejnev.
- 23 décembre: Gorbatchev, le renouveau?
- 24 décembre: fin à 15 h

2. LE PARTI REVOLUTIONNAIRE

- 26 décembre: 17h. : introduction à l'histoire du parti bolchévique
- 27 décembre: «Que Faire», l'oeuvre essentielle de Lénine sur le parti.
- 28 décembre: Le centralisme démocratique.
- 29 décembre: La sécurité du parti. Textes sur les services de police qui combattent les mouvements révolutionnaires.
- 30 décembre: La discipline du parti.
- 31 décembre: Fin à 15h
- ° La formation se fait en néerlandais et français
- ° Nous avons choisi la formule «maison de vacances». Possibilité (surtout pour les étrangers) d'accueil chez des Belges pendant le weekend.
- Possibilités de contacts avec les participants du tiers monde, entre Flamands et Wallons.
- ° Prix: nous essayons de limiter au maximum les frais. Le prix prévu est de 600 frs par jour environ (pension complète)

Solidaire gâte ses nouveaux abonnés



**L'AFFRONT NATIONAL.**  
Le nouveau visage de l'extrême droite en Belgique.  
Gwenaël Breës  
Histoire de l'extrême droite en Belgique, en France et en Europe, de l'après-guerre à nos jours. (160 p., 598 frs)  
GRATUIT avec un abonnement annuel.

LA REVOLTE DES PENDUS  
B. Traven

La vie des Indiens, contraints d'abattre le caoba (=acajou) dans la forêt équatoriale, maltraités, tabassés et pendus quand ils ne satisfont pas aux exigences inhumaines des propriétaires. Un jour, les jeunes paysans se révoltent et prennent conscience qu'il faut lutter tous ensemble pour la terre, pour la liberté de tous. (294 p., 286 frs)  
GRATUIT avec un abonnement annuel.



**LENINE**  
Gérard Walter  
Biographie et répertoire analytique et chronologique de l'oeuvre. Resitue bien dans leur contexte les ouvrages, articles, lettres et discours de Lénine. Instrument incomparable pour comprendre cette oeuvre. (725 p., 359 frs)  
GRATUIT avec un abonnement annuel.

LEON L'AFRICAIN

Amin Maalouf  
En 1518, un ambassadeur maghrébin, revenant d'un pèlerinage à La Mecque, est capturé par des pirates siciliens, qui l'offrent en cadeau à Léon X, le grand pape de la Renaissance. Ce voyageur devient le géographe Jean Léon de Médicis, dit Léon l'Africain. Homme d'Orient et d'Occident, homme d'Afrique et d'Europe, on pouvait difficilement trouver personnage dont la vie corresponde davantage à l'époque étonnante que fut le seizième siècle. (475 p., 211 frs)  
GRATUIT avec un abonnement de six mois.



ETUDES MARXISTES

Institut d'Etudes Marxistes (Inem)  
Cette revue trimestrielle analyse, à partir des faits concrets, les véritables rapports de force régissant notre monde. Une réflexion marxiste sur les thèmes d'actualité. Et sur ceux du passé qui éclairent les situations d'aujourd'hui. Thèmes au choix: \* Dossier toyotisme (mai 1992) \*Quelle école pour quelle société? (septembre 1991) \*L'Union soviétique (septembre 1990)  
Indiquez votre choix sur le coupon-réponse. (200 frs)  
GRATUIT avec un abonnement de six mois.



**T-SHIRT OBJECTIF 479.917**  
Un T-shirt en solidarité avec «Objectif 479.917 fois non au racisme et au fascisme». Cette campagne de pétition se propose de recueillir, pour le 24 novembre 1992, autant de signatures que les principaux partis fascistes (Vlaams Blok, Front National, Agir) ont obtenu de voix lors des élections du 24 novembre 1991. (300 frs)  
GRATUIT avec un abonnement de six mois.

SOLIDARITE INTERNATIONALE  
Ligue Anti-impérialiste

Ce magazine de la LAI donne la parole à des mouvements de libération et organisations anti-impérialistes du tiers monde ainsi qu'à des spécialistes de chez nous. Chaque numéro constitue un dossier distinct. Thèmes proposés: Cuba, Pérou, Corée. Indiquez votre choix sur le coupon-réponse. (120 frs.)  
GRATUIT avec un abonnement de 3 mois.



AGENDA 1993

Permet de vous y retrouver très facilement dans votre emploi du temps. Une page par jour. Coins détachables. Cases horaires pour notes personnelles. Aperçu annuel pour 1993-1994. Élégante couverture noire en skaï. (320 p., 250 frs.)  
GRATUIT avec un abonnement de 3 mois.

Oui, je veux avoir de l'information qui va à contre-courant. Je prends pour la première fois un abonnement :

- 0 d'un an : 1200 frs.
- 0 de six mois : 650 frs.
- 0 de trois mois : 325 frs.

Cette offre n'est pas applicable à nos tarifs spéciaux.

- Je paie 0 par chèque ci-joint
- 0 par virement au compte 001-0728997-21
- 0 par avis de domiciliation (envoyez-moi le formulaire)
- 0 comptant ci-joint

Nom : .....  
Adresse : .....

Tél : ...../..... Age : ..... Profession : .....  
Comme cadeau je choisis : .....

A renvoyer à Solidaire Promotion, Bd. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles

✂

Nom: .....  
Adresse: .....  
Pays: .....  
Téléphone: .....  
Travail / Ecole: .....

O Veut plus de renseignements  
 O S'inscrit pour la première semaine  
 O S'inscrit pour la deuxième semaine  
 O S'inscrit pour les deux semaines  
 O Paie 1.000 frs d'acompte (200 FF, 50 USS). Verser au compte 001-1660379 - 09 d'Inem).

**Bon à renvoyer à Inem,  
68 rue de la caserne, 1000 Bruxelles. Tél 02/513.77.60.**

Je commande la brochure «Y en a marre des tunnels»

La brochure du PTB «Y en a marre des tunnels» (100 pages) vous explique en détail la problématique budgétaire, elle vous montre comment les riches et les entreprises ont profité pendant des années de l'austérité imposée aux travailleurs et aux allocataires sociaux; elle vous présente une alternative radicale, cohérente et anticapitaliste. Commandez sans attendre cet outil indispensable pour tous les syndicalistes de combat et tous les progressistes. De plus, si vous achetez cette brochure maintenant, vous recevrez gratuitement, pendant cinq semaines, notre hebdomadaire «Solidaire».

Nom et prénom: .....  
Rue et n°: .....  
Code postal et commune: .....

Je commande la brochure «Y en a marre des tunnels» et je reçois gratuitement «Solidaire», sans autre obligation, pendant cinq semaines. Je verse 250 frs (200 frs + 50 frs de port) au compte 000-1331025-88 des Editions PTB, 1000 Bruxelles.

A renvoyer à: PTB, bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles.

## Syndicats et Vlaams Blok

### Centrale Générale (FGTB) Gand-Eeklo

Lors de son congrès statutaire, la régionale de la Centrale Générale de Gand a donné mandat aux instances de développer, soutenir et stimuler des initiatives visant

- à combattre les idées et les actions antisyndicales, racistes et néofascistes
- à dénoncer les visées politiques du parti d'extrême droite «Vlaams Blok» et de ceux qui lui sont apparentés
- à soutenir les organisations pluralistes engagées dans la lutte.

Le Congrès a rappelé expressément qu'il est hors de question d'accueillir au sein des instances syndicales, des organes de concertation

au niveau des entreprises et/ou des secteurs, et/ou des autres structures de concertation sociale, toute personne se réclamant d'un parti d'extrême droite comme le Vlaams Blok et/ou des organisations directement ou indirectement y apparentées, que ce soit au titre de sympathisant, de militant, de candidat ou de dirigeant. Le Congrès réclame l'exclusion de ces personnes des instances où elles représenteraient la Centrale Générale et souhaite instamment que cette prise de position soit adoptée par toutes les instances de la FGTB et de ses centrales professionnelles. (Syndicats 24/10/92).

### Non au Solidarisme

Point faible de la brochure: elle ne prend pas position de façon conséquente pour l'égalité complète des droits. On veut bien ouvrir la fonction publique, mais pas plus.

Mais ce qui est positif, c'est que le Vlaams Blok est clairement désigné comme une organisation fasciste. On indique notamment qu'il veut retourner à une conception des années 30, le solidarisme, lequel «entendait organiser la société sur un mode corporatiste: une harmonieuse collaboration entre les couches sociales, entre capital et travail. Cette conception fut appliquée par Mussolini en Italie et Salazar au Portugal. Lorsqu'Hitler arriva au pouvoir en 1933, une de ses premières mesures fut de supprimer les syndicats et de créer un «Front allemand du Travail» rassemblant travailleurs, indépendants et patrons. Une telle société ne laisse pas de place à un parlement élu, des partis politiques ou des organisations libres défendant les intérêts des travailleurs». En 1980, on pouvait encore lire dans «Vlaams-nationale economie»: «En condamnant la lutte des classes comme irréaliste, c'est aussi le syndicalisme qui est condamné comme forme particulière de la lutte des classes».

En 1981, le même Vlaams Blok écrivait que la hausse du coût salarial était une des raisons principales de la crise économique: «Le seul remède pour insuffler une nouvelle vie dans notre économie affaiblie, est d'encourager une mentalité de travail positive comme le travail non rémunéré et une prolongation de la durée du travail».

En 1983, Karel Dillen déposait une proposition de loi visant à imposer la personnalité juridique aux syndicats. Dans la pratique, cela signifierait que les caisses de grève des syndicats devraient être publiques, de sorte que les patrons connaîtraient l'état de nos finances.

Le Vlaams Blok entend saper le droit de grève en prévoyant des poursuites judiciaires et de lourds dommages et intérêts en cas d'actions ou de grèves (proposition de loi Dillen en 1983), interdire la grève dans les secteurs clés et les services publics (proposition Dewinter en 1988), considérer les piquets de grève comme milices privées (proposition Dewinter en 1988) et «protéger» les droits des travailleurs brisant les grèves (proposition Annemans en 1990).

### CSC flamande: pas de Vlaams Blok dans le syndicat

«Il existe une incompatibilité entre les valeurs du mouvement ouvrier chrétien et celles du Vlaams Blok», a déclaré le 30 octobre, Luc Cortebecq, secrétaire de la CSC flamande. Il a ajouté que son organisation ne permettrait pas que le Vlaams Blok tente de gagner du terrain au sein du syndicat lors de conflits comme celui de Boel-Tamisme actuellement.

La CSC n'accepte pas non plus que des remarques racistes soient exprimées dans les lieux de travail. Pour aider les militants dans la lutte antiraciste, la CSC a rédigé une brochure intéressante, intitulée «des siècles d'immigration», disponible dans toutes les sections. Le militant y trouvera un matériel de valeur permettant de répondre aux préjugés répandus sur les immigrants («ils ne veulent pas travailler, ils profitent des allocations fami-

liales et du chômage» etc... p 10 à 17). On y trouve aussi une brève histoire de l'immigration et de son origine économique (p. 2 à 8). Un exemple intéressant: la comparaison avec la migration de milliers de chômeurs flamands vers la Wallonie en rapide industrialisation au début de ce siècle. L'auteur est allé chercher dans la presse francophone d'alors quelques expressions xénophobes, qu'on retrouve aujourd'hui dans une certaine presse parlant des Turcs et des Marocains: «Les Flamands de La Louvière ont touché leur paie hier et directement ils ont déclenché des incidents, se battant dans la commune... Il faut signaler que chaque fois qu'un tel affrontement se déroule à La Louvière, des Flamands y sont impliqués» (Les Nouvelles, 25 octobre 1904).

### Editorial

Le racisme apprend à tuer. Le racisme prépare la guerre. Guerre contre le tiers monde (voyez le Nicaragua, la Libye, Panama, l'Irak). Guerre contre sa propre population travailleuse (voyez l'engagement de l'armée à Los Angeles). Des guerres possibles entre rivaux capitalistes. Contre ce racisme, pour la première fois, des centaines de milliers de personnes ont pris position avec un mot d'ordre précis, un objectif concret, digne d'un véritable engagement. Il ne suffisait plus de rejeter verbalement le racisme. On a posé une revendication positive: «Droits politiques et sociaux égaux et complets pour les immigrants séjournant depuis cinq ans en Belgique».

Est-ce aller trop loin? Non, il s'agit de la revendication démocratique la plus élémentaire. Les gens d'origine étrangère sont chaque jour victimes de tracasseries, discriminations, racisme, violence, terreur. Ils doivent disposer du droit humain élémentaire de se défendre politiquement; ce n'est possible que s'ils disposent de droits politiques et sociaux intégraux.

Le propre de la campagne Objectif, c'est qu'elle va parmi le peuple, dans les rues, les marchés, elle parle aux gens, elle les rend conscients du danger que représente le cancer raciste et fasciste. Il y a un an, peu de gens croyaient qu'Objectif 479.917 pouvait réussir. Aujourd'hui, il est prouvé qu'un travail déterminé parmi les masses, cela paie. Un mouvement d'unité sans précédent s'est formé contre le racisme et le fascisme, autour d'une revendication positive et précise. Le Parti du Travail a soutenu cette campagne de toutes ses forces, sur base de ses convictions communistes. D'autres l'ont fait à partir de leurs convictions chrétiennes, humanitaires, démocratiques, socialistes ou écologistes. Un respect mutuel s'est développé dans la mesure où chacun s'est engagé pour un même objectif. Nous apporterons notre contribution afin de préserver cette unité et de la renforcer en vue de réaliser cette revendication simple mais vitale: l'égalité politique complète de tous ceux qui vivent et travaillent en Belgique.

LUDO MARTENS

## Candidats réfugiés aux prises avec l'administration liégeoise

La solidarité avec les candidats réfugiés politiques de Liège s'amplifie. Médecine pour le Peuple et Objectif 479.917 avaient déjà protesté contre les conditions dans lesquelles les candidats sont inscrits et leur avaient apporté tartines et café. Durant la nuit du 18 novembre, dès 21 heures et jusqu'au lendemain à 9 heures, outre ces deux organisations, étaient présents, entre autres, le Comité de vigilance et le PTB ainsi que diverses personnalités comme Jacques Yerna, Germain Dufour et Jean-Paul Brilmaker.

L'administration communale ne traite que 25 cas par jour, deux jours par semaine. De plus, elle n'ouvre que deux guichets, poussant les gens à faire la file pendant la nuit pour être parmi les 25 premiers. En outre, beaucoup de gens s'expriment mal en français et ne peuvent donc expliquer leur situation ni comprendre ce que l'administration exige, ce qui les oblige à revenir. Un



candidat nous a expliqué qu'il faisait la file pour la quatrième fois depuis le 3

novembre. Une fois la procédure administrative

enclenchée, sans être certains d'être autorisés à rester en Belgique, ils doivent encore attendre jusqu'à 8 mois pour obtenir leurs papiers.

Le vicaire de la paroisse Saint Eloi est régulièrement présent. Il se souvient qu'en 40, sa famille (huit enfants) s'est réfugiée en France, dans une famille française qui les a traités comme ses propres enfants. La France a accueilli deux millions de réfugiés pendant la guerre sans jamais fermer ses frontières. Nous exigeons que tous les réfugiés soient acceptés et inscrits sans délais. Toutes les organisations et personnalités présentes le 18 restent vigilantes et comptent retourner régulièrement à la cité administrative pour protester et marquer leur solidarité avec les réfugiés.

Le PTB trouve que la Belgique doit accueillir tous les réfugiés selon notre principe de «frontières ouvertes». Ces gens fuient la répression et la famine du tiers monde, causées par nos multinationales et nos gouvernements.



Centre International  
171 Bd. Lemonnier  
1000 Bruxelles

### Yougoslavie: la Serbie est-elle l'agresseur?

Conférence de Dejan Mihailovic, avec vidéo.

Personne ne nie que les nationalistes de toutes les républiques portent une responsabilité dans la guerre en Yougoslavie. Pourtant, seule la Serbie est isolée sur la scène internationale. A travers des images émotionnelles, la télé présente les Serbes - et eux seuls - dans le rôle des «mauvais». On ne nous présente que très rarement les nationalistes croates ou musulmans.

Djehan Mihailovic est président du centre d'information serbe.  
**Vendredi 27 novembre, 20h.**  
En français.